

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

« programme communiste »
Revue théorique
« il comunista »
Journal bimestriel en italien
« el programa comunista »
Revue théorique en espagnol
«Proletarian»
Journal en anglais

Journal bimestriel
N° 501
Octobre 2011 - Janvier 2012
48^e année - Un expl.: 1 € / 4,5FS,
£1,5 / 60 DA, 10 DH, 500 F CFA

DANS CE NUMERO

- Solidarité de classe avec la grève des travailleurs de la sûreté aérienne!
- Manifestations d'«Indignés» dans le monde...
- Aperçu sur la Syrie (2). La domination française
- Syrie: Derrière les appels à la raison démocratique et humanitaire, se cachent les intérêts sordides de la raison impérialiste
- Portugal: le prolétariat écrasé entre la crise capitaliste et l'action complice de l'opportunisme politique et syndical
- Massacre de prolétaires au Kazakhstan

L'Égypte entre répression militaire, réaction islamiste et luttes ouvrières

L'AMÈRE VICTOIRE DE LA DÉMOCRATIE

Dix mois après la chute de Moubarak dans la liesse populaire, les médias du monde entier ont annoncé à la une la «victoire de la démocratie» en Égypte, avec les premières élections libres qui ont vu le triomphe des partis islamistes réactionnaires, et la répression sanglante par les militaires de l'occupation et des manifestations de la place Tahrir qui s'est soldé par des dizaines de morts.

Si les bourgeois éclairés peuvent éprouver quelque gêne devant ces événements, ils se rassurent sans doute en comprenant qu'il s'agit de deux aspects complémentaires, liés entre eux, du même phénomène de **renforcement de l'ordre bourgeois** qui avait été ébranlé par les manifestations et les luttes du début de l'année. C'est cela qui explique la modération des réactions des gouvernements occidentaux qui d'habitude ne perdent pas une occasion pour donner de sentencieuses et hypocrites leçons de démocratie aux gouvernements des pays dits «périphériques»: la restauration de la stabilité politique et sociale d'un pays de plus de 85 millions d'habitants situé au cœur d'une zone stratégique pour l'impérialisme mondial, a bien besoin de l'action conjuguée de l'opium démocratique et religieux, et des fusillades de la soldatesque et des groupes paramilitaires. Surtout lorsque se dresse la menace de l'agitation ouvrière...

TOUS UNIS CONTRE LES LUTTES OUVRIÈRES

Pratiquement dès le lendemain de la chute de Moubarak, le Conseil Suprême des Forces Armées (CSFA) qui avait pris les rênes du pouvoir, condamnait dans un communiqué les actions revendicatives comme mettant en péril la sécurité nationale; le 23 mars le nouveau gouvernement nommé par les militaires interdisait les assemblées, manifestations et grèves entravant la bonne marche des entreprises publiques ou privées, les coupables encourant jusqu'à un an de prison et de très fortes amendes.

Le porte-parole des Frères Musulmans (courant islamique traditionnel constituant la seule véritable force d'opposition qui était tolérée sous Moubarak) exprimait dès la mi-

(Suite en page 4)

Les bourgeois appellent les prolétaires aux sacrifices Une seule réponse prolétarienne: la lutte de classe anticapitaliste!

Au cours du week-end des 8 et 9 décembre derniers s'est tenu le 8^{ème} sommet de la dernière chance pour sauver l'Europe - qui se souvient du nombre de ceux, tous aussi «décisifs», qui l'ont précédé? Il avait été précédé d'une véritable préparation psychologique basée sur une dramatisation outrancière de la situation: il ne restait que «quelques jours», le sauvetage de l'euro, de la «construction européenne» et, pourquoi pas?, de l'économie mondiale, dépendait

Hélas! Il suffit de quelques jours pour que, selon l'expression du Monde, «les marchés désavouent l'accord de Bruxelles» (1): les bourses plongeaient une nouvelle fois, les taux d'intérêt offerts par les États emprunteurs augmentaient à nouveau, l'euro baissait par rapport au dollar, etc.

Les marchés, c'est-à-dire les grandes banques, les grandes institutions et fonds financiers, y compris d'État, les grands investisseurs qui après la crise des *subprime* américains avait crû trouver un placement sans danger dans les emprunts des États européens, n'avaient décidément pas été «rassurés» par les accords du dernier sommet européen. Les responsables économiques américains (et aussi ceux de pays qui exportent en Europe comme la Chine ou le Brésil) font pression depuis longtemps sur les Européens, non seulement pour qu'ils garantissent le remboursement de leurs emprunts, mais aussi pour qu'ils prennent des mesures de relance économique de façon à éviter autant que faire se peut la rechute de

l'économie mondiale ans la récession (l'Union Européenne prise comme un tout constituant le plus gros marché mondial).

Ces critiques des plans de restriction budgétaire sont relayés de divers côtés dans les pays européens qui supportent le plus le poids de l'austérité ou qui la redoutent: économistes et politiciens, surtout de gauche, syndicalistes, plaident pour «une autre politique» qui permettrait selon eux de retrouver la croissance économique, quitte à en reporter à plus tard la diminution des déficits budgétaires. Une variante de cette position est d'en appeler à la Banque Centrale Européenne (BCE) pour qu'elle prenne des mesures massives pour enrayer la «spéculation» et pour relancer la machine productive, comme le font ses consœurs américaine, japonaise ou britannique: prêter de manière illimitée aux États européens qui ont de plus en plus de problèmes pour emprunter sur les marchés, «quantitative easing» (assouplissement monétaire), *eurobonds*, etc., en un mot être prête à imprimer des euros à

de la réussite de ce sommet «crucial». Soulagement, le lundi matin: le sommet avait été une réussite (à part le fait que la Grande-Bretagne avait préféré se retirer des négociations au nom de la défense des intérêts du centre financier qu'est la city de Londres) en débouchant sur un accord qui, en stipulant un retour rapide à l'équilibre budgétaire des États, créait, selon Sarkozy, les conditions de la sortie de la crise et même de la naissance d'une nouvelle Europe!

volonté pour faire baisser les taux d'intérêts et pallier aux difficultés de financement des différents «acteurs économiques» (banques, entreprises). Mais le gouvernement allemand, suivi par quelques autres, est catégoriquement opposé à ce que la BCE s'engage dans cette voie préconisée en France par le gouvernement (et par les partis de gauche), alors même qu'il est obligé de se rallier à la position allemande selon laquelle c'est aux différents États de faire les efforts nécessaires pour rétablir leurs finances, quels qu'en soient les coûts.

LE CAPITALISME FERA PAYER LES PROLÉTAIRES!

Cette position allemande est souvent expliquée par des raisons psychologiques ou subjectives: l'influence de théoriciens économiques «orthodoxes» ou, le plus souvent, le souvenir de l'hyper-inflation dans

(Suite en page 2)

DICTATURE DU PROLÉTARIAT ET PARTI DE CLASSE

Alors que les mots d'ordre de démocratie réelle fleurissent dans des rassemblements aux quatre coins du monde, appelant à l'union informelle et apolitique des 99% de la population, toutes classes confondues, les marxistes défendent plus que jamais la nécessité de l'organisation de la classe exploitée indépendamment de toutes les

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

La position marxiste dans la question de l'État est condensée dans ces quelques lignes programmatiques:

«Entre la société capitaliste et la société socialiste se situe la période de transition révolutionnaire de la première en la seconde, à quoi correspond également une période de transition politique où l'État ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat» (1).

S'il en était besoin, cette formule classique démontre que le communisme révolutionnaire ne revendique pas la dictature par «idéal politique», par goût de la force ou soif de la violence, comme voudraient le faire croire les démocrates, porte-paroles traditionnels des classes moyennes conservatrices (en fait plus attachées à l'ordre social en vigueur qu'à la démocratie politique puisque, en cas de crise brutale, elles n'hésitent pas à se tourner vers le fascisme).

Le marxisme revendique la dictature parce qu'il prévoit, et qu'il lutte pour la **transformation révolutionnaire de la société capitaliste en société socialiste**.

autres pour la défense exclusive de ses intérêts de classe; organisation indépendante dont l'aboutissement est le parti de classe, organe indispensable au prolétariat pour se diriger dans la lutte des classes jusqu'à la victoire révolutionnaire concrétisée dans l'instauration de sa dictature sur les ruines de l'État bourgeois.

Le capitalisme n'est pas éternel contrairement à ce croyaient les révolutionnaires bourgeois du dix-huitième siècle et contrairement à ce que veulent faire croire les misérables démocrates sociaux actuels, dans la mesure où toutes leurs revendications reposent sur le maintien de l'exploitation du travail salarié et de tous les rapports d'échange propres à l'économie capitaliste; pas plus que les modes de production antérieurs et les sociétés qui y correspondaient, ni le capitalisme ni la société divisée en bourgeois et prolétaires ne peuvent disparaître peu à peu et de manière pacifique: cette disparition ne peut résulter que de l'approfondissement, de la généralisation et de l'unification, non seulement nationale mais internationale, de la lutte spontanée, dispersée, limitée de groupes prolétaires, sur un programme anticapitaliste révolutionnaire.

Ces théorèmes du marxisme découlant de l'analyse matérialiste historique signifient que l'éclatement d'une **révolution sociale** est inévitable, et que si celle-ci est victorieuse, elle mettra fin au mode de production capitaliste et à la division de la société en classes.

Le marxisme n'a rien d'une doctrine abs-

truse réservée aux spéculations alambiquées d'intellectuels et de spécialistes universitaires; il affirme essentiellement trois positions fondamentales qui sont autant d'appels à la lutte révolutionnaire:

1. Le capitalisme, c'est-à-dire l'exploitation du travail salarié, n'est pas éternel, mais historiquement transitoire, tout comme l'ont été l'esclavage et la féodalité, c'est-à-dire l'exploitation du travail servile.

2. Le capitalisme ne peut pas disparaître pacifiquement parce que la classe capitaliste et les classes moyennes qui la soutiennent ne renonceraient jamais à leurs privilèges.

3. Même durant les époques de réaction, c'est-à-dire les époques où le prolétariat renonce à la lutte révolutionnaire, accepte le régime qui l'opprime économiquement, politiquement et moralement, ou en tout cas s'y résigne, les antagonismes de classe ne disparaissent pas; ils éclatent au grand jour à la première grave crise économique ou politique que la croissance même du capitalisme provoque inévitablement.

Telles sont les positions irréfutables sur

(Suite en page 6)

Les bourgeois appellent les prolétaires aux sacrifices Une seule réponse prolétarienne: la lutte de classe anticapitaliste!

(Suite de la page 1)

l'Allemagne des années vingt.

La réalité est, comme toujours, bien différente; l'Allemagne est actuellement dans une meilleure posture que les autres Etats européens: elle continue à engranger des excédents commerciaux, son déficit budgétaire n'est pas très élevé et sa dette totale moins importante que d'autres; elle est par ailleurs le plus gros actionnaire de la BCE et c'est donc elle qui courrait le plus de dangers au cas où cette dernière se lancerait dans des opérations risquées pour soutenir tel ou tel Etat. Les rapports entre les Etats bourgeois ne sont pas dictés par de bons sentiments, par l'altruisme ou la générosité; même au sein d'une «union» comme la zone euro ou l'union européenne, ce sont des **rapports de force**. L'Allemagne, puissance économique dominante en Europe, entend bien faire retomber les frais de la crise et de la remise en ordre de la zone sur les économies européennes plus faibles: il ne faut pas chercher ailleurs l'explication de son refus de laisser la BCE jouer un rôle semblable à celles des autres banques centrales. Après la première guerre mondiale, la devise des impérialistes français était: *l'Allemagne paiera!* Maintenant, les journaux populaires allemands titrent: *l'Allemagne ne paiera pas!* pour les Grecs, Portugais et autres Italiens; mais la conclusion qui découle des faits économiques pourrait bien être: *l'Allemagne fera payer!* Mais les politiciens qui dénoncent *«l'égoïsme allemand»* oublient tout simplement de dire qu'ils ne trouvent rien à redire à l'égoïsme français: le gouvernement français pas hésité à imposer avec le gouvernement allemand de façon tout-à-fait ses prescriptions aux gouvernements grecs, irlandais, portugais ou italiens...

La situation allemande n'est cependant pas si brillante; même si elle est plus compétitive, parce qu'elle a déjà accru depuis plusieurs années l'exploitation de ses travailleurs, la santé de l'économie germanique est évidemment étroitement dépendante de celle de ses partenaires commerciaux, et 40% de ses exportations se font à destination de la zone euro; ses 10 principaux clients sont, dans l'ordre, la France, les Etats-Unis, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Autriche, la Chine, la Belgique et la Suisse; ses 10 plus importants excédents commerciaux sont enregistrés avec la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, l'Autriche, l'Italie, la Belgique, l'Espagne, la Pologne et la Suisse (2). L'Allemagne est donc fortement dépendante des marchés européens et de la zone euro en particulier (3).

Son secteur bancaire se ressent encore fortement de la crise des subprime: la *Commerzbank*, deuxième banque allemande, est à deux doigts de la faillite et elle sera probablement nationalisée d'ici peu, tandis que les banques régionales ne vont pas très bien; enfin elle a, elle aussi, de forts besoins d'emprunts pour l'année qui vient: 255 milliards d'euros (équivalent à 9,8% du PIB).

Pour faire une comparaison internationale, voici quels sont les besoins d'emprunts en 2012 des grands Etats: Italie: 391 milliards d'Euros (24,4% du PIB); France: 295 milliards (14,1%); Espagne: 175 milliards (15,8%). En dehors de la zone euro: Grande-Bretagne: 257 milliards de Livres (16,5%); Etats-Unis: 3151 milliards de dollars (19,8%); Japon: 226 mille milliards de yens (47,4%) (4).

L'Allemagne a donc une somme à emprunter relativement plus faible par rapport à son PIB, et elle empruntera à un taux plus bas (ses emprunts lui coûteront moins chers) car elle jouit d'une confiance plus grande auprès des prêteurs en raison de ses performances économiques supérieures. Cependant si, tout comme l'indique aujourd'hui, l'économie européenne et mondiale entre en

récession, le poids des emprunts et de la charge de la dette se feront sentir fortement dans tous les Etats, l'opulente Allemagne y compris: c'est pourquoi les «agences de notation» ont averti qu'elles dégraderaient dans ce cas la note de tous les Etats européens qui ont encore le fameux «triple A» (qui signifie qu'ils n'ont aucun problème à rembourser leurs dettes). Il leur sera alors beaucoup plus difficile de recourir aux mesures qui ont permis de surmonter la récession qui a suivi la crise financière des subprime (augmentation des déficits étatiques, recours aux emprunts, etc.), d'autant plus que les Etats européens se sont engagés à ne plus y recourir et à revenir au plus vite à l'équilibre budgétaire! Un institut de prévision économique s'est amusé à calculer quelles seraient, toutes choses égales par ailleurs, les conséquences des engagements d'austérité pris lors du dernier sommet (5): il y aurait une *«récession violente»* en Italie et en Grande-Bretagne (baisse du PIB de 3,7% dans ces 2 pays), *«forte»* en Espagne (baisse de 3,2%) et en France (3%), et plus faible en Allemagne (1,4%).

Le degré de crédibilité de ce genre d'estimation est bien sûr limité. Si la menace de crise économique devenait vraiment importante pour l'Allemagne, celle-ci risquerait fort de changer d'attitude: la BCE qui est alignée de façon tout à fait «indépendante» sur la politique allemande a déjà montré, en ce qui concerne les banques, qu'elle n'a pas rechigné à faire ce qu'elle refusait: prêter de façon illimitée pour parer au blocage de ce secteur de l'économie.

Cependant l'intérêt de cette étude est de montrer que l'Allemagne est en condition d'imposer la potion amère de l'austérité à ses partenaires sans en être trop touchée, bref, de leur faire payer la crise. Mais en définitive qui payera? Où les Etats - y compris l'Etat allemand - trouveront les ressources nécessaires au rétablissement de leurs finances, sur qui les capitalistes feront-ils peser leur cure d'austérité? C'est bien évidemment la classe exploitée qui sera frappée au premier chef. Un haut responsable européen ne disait-il pas à propos de la Grèce: il faut baisser les salaires? La même médecine attend tous les travailleurs européens, au delà de ces derniers, les travailleurs du monde entier: le capitalisme entend bien faire payer les prolétaires!

LES CAPITALISTES EUROPÉENS PRÉPARENT DES ATTAQUES ANTI-OUVRIÈRES REDOUBLÉES

La crise économique révèle au grand jour les rapports de force entre les Etats qui sont fonction de leur puissance économique, elle aggrave les tensions qui étaient amorties en période de croissance; elle rend donc visibles les contradictions de l'Union Européenne et plus particulièrement de la zone euro, au point de remettre en question la viabilité de celle-ci, aux dires mêmes des plus hauts dirigeants européens qui n'hésitent pas à multiplier les déclarations sur ce sujet autrefois tabou.

Il s'agit cependant pour le moment simplement de faire pression sur les Etats récalcitrants (récalcitrants parce qu'ils craignent un affaiblissement de leur stabilité sociale et politique); un éclatement de la zone euro serait catastrophique non seulement pour les Etats qui en sont membres, mais pour l'économie internationale dans son ensemble où l'euro s'est conquis un espace non négligeable; les dirigeants allemands ou polonais n'ont pas tout à fait tort de dire que cette éventualité pourrait déboucher sur des affrontements militaires en Europe, même s'ils brandissent cette menace pour impressionner leurs opinions publiques: la guerre est l'alternative vers laquelle se dirige inévitablement le capitalisme lorsqu'il a épuisé tous les autres moyens pour surmonter ces

crises, si le prolétariat ne réussit pas à l'abattre par la révolution avant qu'il ne plonge l'humanité dans une troisième boucherie mondiale.

Nous n'en sommes pas là; à l'ordre du jour des capitalistes, c'est l'attaque économique et sociale contre les prolétaires pour restaurer leurs taux de profit, pas encore l'attaque militaire pour détruire les Etats concurrents, en même temps que les richesses et les forces productives en surnombre.

Devant une crise économique, le capitalisme n'a d'autre solution que d'**augmenter l'exploitation du prolétariat**, de «restructurer» l'économie (en liquidant les entreprises les moins rentables), de diminuer les salaires - d'abord les salaires dits «indirects» (prestations sociales, pensions de retraite, etc.), puis les salaires directs comme cela se passe déjà en Grèce et ailleurs -, d'augmenter les prélèvements fiscaux, pour sauver les profits et enclencher un nouveau cycle d'accumulation. Il n'y a aucune illusion à avoir: les deux plans de rigueur décrétés par le gouvernement depuis l'été, avec la hausse de la TVA, les nouvelles attaques sur les retraites, etc., ne sont qu'un avant-goût de ce qui attend les prolétaires dans les mois qui viennent. La chancelière allemande Merkel qui, décidément parle d'or, a affirmé que la crise qui touche l'Europe allait *«durer des années»*. Dans tous les pays européens, les bourgeois appellent aux efforts pour défendre l'euro, l'économie nationale, en prétendant que c'est de l'intérêt de tous. La propagande nationaliste, directement anti-prolétarienne, revient en force; sous la forme du «produisons français» ou du protectionnisme, elle est relayée par les partis de gauche et les syndicats, y compris lorsqu'ils préconisent de prétendues autres solutions réformistes à la crise. Il est en effet essentiel pour le capitalisme d'empêcher que les prolétaires fassent échouer par leurs luttes les attaques bourgeoises.

En France, la bourgeoisie va pouvoir compter au cours des prochains mois sur la diversion électorale: à quoi bon prendre le risque de se lancer dans des combats incertains, diront les auxiliaires réformistes de la bourgeoisie, puisqu'il suffit d'attendre tranquillement les élections présidentielles pour se débarrasser du méchant Sarkozy qui est responsable de tout?

Sans doute les prolétaires n'ont-ils pas oublié qu'il y a quelques années à peine, lorsqu'elle était au pouvoir, la gauche a suivi une politique totalement respectueuse des intérêts bourgeois. Mais le propre du cirque électoral est de faire surgir à chaque fois un personnage différent en qui les électeurs sont appelés à *faire confiance*. Et tant que les prolétaires ne luttent pas, tant qu'ils n'ont pas pris confiance dans leur propre force, il ne leur reste qu'à espérer un sauveur quelconque...

Cependant la propagande électorale bourgeoise et réformiste ne suffirait pas si elle n'était pas épaulée par l'action démoralisante des appareils syndicaux collaborationnistes et de leurs satellites.

Les grandes et moins grandes confédéra-

tions syndicales ont réussi sans trop de peine l'année dernière à empêcher que l'opposition à l'attaque contre les retraites ne se transforme en une lutte réelle; multipliant pendant des mois les inutiles journées d'action et les inoffensives manifestations processions, l'intersyndicale a permis le passage de la réforme sans qu'une minorité même réduite de travailleurs dénonce et s'oppose à son action anti-prolétarienne. Le résultat de cette victoire bourgeoise a été de renforcer le découragement, la résignation, l'idée que la lutte ne sert à rien. Surfant sur cette démoralisation dont ils ont été les auteurs, les syndicats ont donc pu cet automne s'épargner le souci d'organiser une mascarade de lutte, et se contenter d'insipides et écoeurants appels à *«interpeller les élus et le gouvernement»*!!!

Les prolétaires ne sont pourtant pas condamnés à subir les attaques gouvernementales; ils ne sont pas condamnés à accepter des sacrifices, à se résigner à la dégradation de leurs conditions de vie et de travail, à accepter d'être réduits au chômage, pour sauver l'économie capitaliste nationale et européenne.

Dans la période qui vient les réformistes de tout poil vont redoubler d'efforts pour faire croire que cette économie est un bien commun à toutes les classes et qu'elle doit donc être défendue par tous, tandis que les patrons, eux, poseront le problème en termes plus crus: accepter les sacrifices ou perdre son emploi. Les luttes ne seront pas faciles, mais les prolétaires s'apercevront de plus en plus qu'accepter les sacrifices ne garantit rien, sinon que d'autres sacrifices encore plus grands seront demandés. Il n'existe en réalité pas d'autre «garantie» que la lutte contre les patrons et leur Etat.

Les capitalistes préparent de nouvelles attaques contre les prolétaires; la seule façon d'y répondre, c'est de se préparer à la **lutte ouverte pour la défense exclusive des intérêts prolétaires**, avec les méthodes et les moyens classistes, et non les simulacres de lutte organisés par les syndicats réformistes vendus aux capitalistes.

Une lutte qui ne se laisse pas arrêter par les appels à défendre l'entreprise, l'économie nationale ou l'euro, parce qu'elle est orientée par la perspective générale, non de réformer le capitalisme, mais de le renverser par la révolution communiste internationale!

(1) cf *Le Monde*, 16/12/11

(2) Chiffres de 2010. cf *«Statistisches Bundesamt, Foreign Trade»*, Wiesbaden 2011.

(3) Selon *Le Monde* du 31/11-1/2/12, l'Allemagne a été la grande gagnante de l'euro. Par contre les salariés ont subi des *«sacrifices importants»*: les salaires réels ont baissé, les prestations sociales ont diminué. Le succès des capitalistes allemands a été payé par leurs prolétaires.

(4) cf OFCE, Notes n°8, 16/12/2011.

(5) Ibidem.

Solidarité de classe avec la grève des travailleurs de la sûreté aérienne!

Samedi matin 24 décembre, au neuvième jour de la grève, les grévistes de l'aéroport de Roissy ont voté la poursuite de l'action, la grève se continuant également dans d'autres aéroports: en effet après avoir démarré à Roissy, le conflit a touché et touche, de façon plus ou moins importante, les aéroports d'Orly, Lyon, Nice, Rennes, Mulhouse, Bordeaux et Toulouse.

Les grévistes demandent une augmentation de 200 euros et l'amélioration de leurs conditions de travail, alors que les propositions patronales se limitent à l'augmentation de la prime annuelle à 1000 euros.

La détermination des travailleurs ne faiblit pas, malgré l'obstination des patrons qui ont reçu le renfort spectaculaire du gouvernement sous la forme d'une puissante campa-

gne de propagande où participent différents ministres et Sarkozy lui-même sous le thème éculé de la «prise en otage» des vacanciers par les grévistes; et l'envoi de 400 policiers et gendarmes pour casser la grève en remplaçant les grévistes et en dissuadant toute tentative éventuelle de piquets de grève.

Avant ce recours spectaculaire aux flics, les patrons avaient déjà fait appel à des travailleurs précaires ou d'autres entreprises pour faire les jaunes. Cela s'est cependant révélé insuffisant étant donné le nombre très important de passagers dans cette période de vacances.

Le gouvernement a également décidé d'utiliser ce conflit pour faire voter très rapidement une loi fixant un service minimum dans les transports aériens.

Manifestations d'«Indignés» dans le monde: étudiants et couches moyennes descendent dans la rue en lançant contre les banques et les gouvernements un cri de révolte: «ils nous volent notre avenir!»

Mais le seul avenir qui vaille n'est pas dans la réforme du capitalisme, mais dans son renversement par la lutte révolutionnaire du prolétariat et l'instauration du communisme!

La première fois qu'est apparu un véritable mouvement des indignés, c'est au moment du mouvement du 15 mai en Espagne, lorsque des étudiants et des couches de la petite-bourgeoisie, reprenant le titre de l'ouvrage de Hessel, se sont mobilisés contre le chômage et les mesures d'austérité ; à l'exemple de l'occupation de la place Tahir au Caire lors des révoltes dans les Pays Arabes, ils occupaient la place principale de Madrid, la Puerta del Sol ; le mouvement s'est étendu ensuite aux autres grandes villes espagnoles. L'appellation a maintenant fait le tour du monde.

Comme cela est souvent arrivé lors des graves crises économiques, les couches petites-bourgeoises, confrontées à la menace de la ruine et de la prolétarisation, se mobilisent pour protester contre les gouvernements et les «puissants» (banques, grandes entreprises, multinationales, etc.), pour revendiquer le maintien ou le retour de leur situation sociale privilégiée par rapport aux masses prolétariennes. Aujourd'hui ce malaise n'est pas exprimé par des partis d'opposition parlementaire ni par des organisations extra-parlementaires ; il s'exprime par en bas, spontanément, dans des mobilisations qui commencent par quelques centaines de personnes et qui peuvent en regrouper des milliers. Dans les rues ou sur les places des grandes villes, les manifestants se sentent «libres» de participer, en dehors de partis structurés qui demandent un engagement non seulement idéologique mais pratique.

Expression d'une sorte de libération du mécontentement et de la désapprobation au moyen des smartphones, des blogs et des réseaux sociaux, sous la forme de rassemblements et de cortèges bariolés, ces mouvements comptent sur la force du nombre, sur leur caractère pacifique, sur la liberté de s'exprimer pour demander la justice sociale aux autorités, en affirmant représenter les 99% de la population qui s'appauvrissent face aux 1% qui s'enrichissent.

Il ne s'agit plus de mouvements qui comme en 1968 se gargarisaient de phrases sur le «pouvoir ouvrier» ou clamaient «l'imagination au pouvoir!», mais de mouvements beaucoup moins politisés qui, prenant au sérieux les droits et libertés démocratiques, comptent sur la seule pression de leurs manifestations pour faire fléchir les autorités. A la base de ces protestations il y a cependant des problèmes communs comme le manque de logements, le chômage, sans parler de la corruption qui semble sans fin.

Des mouvements de ce genre peuvent-ils gêner les gouvernements et les classes dominantes ? Oui, mais seulement du point de vue de l'ordre public. Les choses seraient bien différentes si c'était la classe ouvrière

qui entrerait en action, se mettant non seulement en grève et se mobilisant contre les mesures anti-prolétariennes des patrons et de l'Etat, mais retrouvant la voie de la lutte de classe s'organisait sur cette base en rompant avec les illusions démocratiques qui stérilisent tout mouvement social.

Sous la pression de la crise économique qui depuis 4 ans ne frappe pas seulement les prolétaires, mais aussi de vastes couches de la petite bourgeoisie, des mouvements d'indignés sont apparus en Grèce, en Espagne, au Chili, en Israël, en Italie, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, avant de toucher de nombreuses villes dans le monde lors des manifestations plus ou moins importantes le 15 octobre.

Aux Etats-Unis, depuis quelques semaines le mouvement *Occupy Wall Street* a «osé» installer un campement devant la bourse de New York, érigeant un petit village pacifiste avec tente de cuisine, espace enfants, tentes pour la nuit, espaces de réunion, de bal, etc. La police n'est pas intervenue jusqu'à ce que les manifestants, qui avaient reçu l'appui de certains syndicats (comme l'United Steel Workers), tentent le 11 octobre de franchir le pont de Brooklyn. A coup d'aspersions au gaz au poivre, la police a dispersé la manifestation et arrêté 700 personnes; mais cela n'a pas empêché au mouvement de s'étendre à de nombreuses autres villes et jusqu'au Canada.

Même en **Israël**, pays qui pourtant ne souffre pas de la crise aussi fortement que la Grèce, l'Espagne ou les USA, un fort mouvement des indignés est apparu avec ses campements et ses grandes manifestations pacifiques; il s'en prend au «système des partis», accusé de ne prendre en compte que ses propres intérêts ou d'être trop sensible aux pressions des groupes ultra-orthodoxes. La protestation est née de l'appauvrissement de couches petites-bourgeoises et de l'inégalité entre ceux qui ont pu accumuler des richesses lors de la croissance et ceux qui sont restés à l'écart de la répartition du «butin». Ce mouvement n'a rien à voir avec les revendications prolétariennes de défense et d'amélioration des conditions de vie et de travail, plus particulièrement pour ce qui regarde le prolétariat arabe israélien et immigré, même s'il avance aussi des revendications de type labouriste comme l'instruction gratuite, la construction d'habitations populaires, la taxation des riches, etc.

Et si l'on passe aux questions politiques plus générales, comme la question de l'oppression des palestiniens et la poursuite de la colonisation, la revendication de «justice sociale» s'efface alors devant la notion de la «sécurité nationale»: ce n'est pas par hasard que le mouvement des indignés regroupe à

la fois des partisans de l'autodétermination des Palestiniens et des partisans de la politique coloniale suivie par tous les gouvernements israéliens...

En Italie les manifestations des indignés ont revêtu les caractéristiques plus classiques des protestations étudiantes. Le 7 octobre des dizaines de milliers d'étudiants ont manifesté dans 90 villes italiennes pour protester contre les mesures d'austérité imposées à l'Ecole et à l'Université, en revendiquant le «droit aux études», c'est-à-dire le droit à la promotion sociale. Mais les cibles se sont élargies aux banques et au personnel politique qui ne se soucie que de leurs intérêts particuliers, manifestant à la fois le désespoir face à la perspective de prolétarisation et les illusions de pouvoir trouver une amélioration de la situation par le refus de payer la dette publique, le changement de génération politique ou l'innovation technologique.

* * *

Les crises économiques frappent périodiquement toute la société et elles provoquent la dégradation des conditions d'existence de la grande majorité de la population. Mais si la société capitaliste apparaît séparée entre riches et pauvres, est en réalité divisée en classes sociales aux intérêts opposés : la classe bourgeoise qui domine économiquement, politiquement et militairement toute la société et les classes qui lui sont subordonnées: la petite bourgeoisie et le prolétariat. Le prolétariat, parce qu'il est la classe dont l'exploitation fait vivre tout le système économique et social bourgeois est la seule classe qui a la possibilité de lutter vraiment contre ce système et de le renverser. La petite bourgeoisie, formée de très nombreuses couches (petits paysans, artisans, commerçants, professions libérales, intellectuels divers, etc.), vit en partie de l'exploitation prolétarienne et aspire inévitablement à rejoindre les rangs de la grande bourgeoisie ; c'est pourquoi elle est incapable, comme l'histoire l'a démontré, de lutter réellement contre le capitalisme, d'avoir un programme politique et de jouer un rôle politique indépendant, en dépit du fait qu'elle est constamment en butte à la concurrence et à la pression des grandes entreprises capitalistes et qu'elle est périodiquement condamnée à la ruine.

Fille du mercantilisme et de la propriété privée, la petite bourgeoisie veut conserver la structure mercantile et capitaliste de la société qui seule peut lui offrir sa position sociale privilégiée par rapport au prolétariat. C'est pourquoi elle défend les catégories fondamentales de la société et de l'idéologie bourgeoises : propriété privée, famille, Etat, institutions et services publics aussi bien

que les préjugés régnants à l'encontre des étrangers, des femmes, etc. Elle est toujours prête à endosser la chemise rouge du réformisme quand ses conditions sociales sont menacées par la crise ou la chemise noire du fascisme quand elles le sont par le prolétariat. Et elle est toujours en première ligne quand il s'agit de revêtir l'uniforme militaire pour «défendre la patrie».

Pour le marxisme la petite-bourgeoisie est une demi-classe non pas parce qu'elle est située entre les classes antagonistes fondamentales de la société, mais parce que par nature elle est incapable d'exprimer une perspective indépendante, éternellement condamnée à osciller entre ces deux classes. Mais par sa position de proximité avec les couches supérieures de la classe ouvrière, elle est aussi un formidable canal pour diffuser au sein du prolétariat les positions bourgeoises de collaboration entre les classes, de participation démocratique, de réformisme, de légalisme et de pacifisme, etc. Par son intermédiaire les préjugés et les habitudes bourgeoises les plus nocives s'infiltrent continuellement parmi les prolétaires. C'est dans cette fonction de conservation et de défense du capitalisme, dont elle prétend représenter le «visage humain», que la petite bourgeoisie trouve son véritable rôle «historique» : sa capacité à neutraliser le mouvement ouvrier. Elle fournit à la classe dominante le personnel politique, intellectuel, bureaucratique et religieux employé à détourner systématiquement le prolétariat de la lutte de classe, en lui présentant des méthodes et des objectifs qui cachent la réalité de l'antagonisme de classe, mènent les luttes ouvrières dans des impasses. Elle peut ainsi continuer ainsi à recevoir parasitairement sa part de l'exploitation prolétarienne.

C'est la raison pour laquelle la petite-bourgeoisie redoute et combat toute perspective de lutte autonome, indépendante, du prolétariat.

Les illusions de pouvoir «changer le monde» sans toucher au mode capitaliste de production, grâce à des réformes obtenues par la mobilisation pacifique de grandes masses de manifestants ne peuvent servir en réalité qu'à la conservation sociale. L'histoire a démontré que seul l'affrontement ouvert entre le prolétariat, mobilisé dans ses organisations de classe et guidé par son parti, et la bourgeoisie, ses associations patronales et son Etat, peut décider du sort du monde. Si la bourgeoisie triomphe, aucun «changement» ne peut avoir lieu autre que l'aggravation des conditions d'existence des prolétaires et des masses semi-prolétariées, l'augmentation de l'exploitation du travail salarié

(Suite en page 4)

L'EXTENSION DE LA GRÈVE EXIGE DES POSITIONS DE CLASSE

Les conditions des travailleurs de la sûreté ne sont pas différentes de celles de nombreux travailleurs des aéroports: bas salaires, mauvaises conditions de travail, et leurs revendications pourraient être reprises par ces derniers, formant la base d'une extension de la lutte à tous les travailleurs. Ce n'est évidemment pas cette voie que suivent les appareils syndicaux. Rappelons que, contre le futur projet de lois, plusieurs syndicats du transport aérien ont déposé un préavis de grève... pour le mois de février! Sans doute l'UL CGT de Roissy qui, elle, est impliquée dans le conflit en cours, a appelé, dans son communiqué du 21/12/2011 «à rejoindre la grève, y compris au delà du secteur de la sûreté». Mais elle ne fait rien concrètement pour mobiliser les autres travailleurs, se contentant de gémir que les tentatives du gouvernement «accroissent les tensions socia-

les dans le pays» (!) ou de saluer un communiqué du syndicat FO de la police critiquant l'utilisation des policiers dans le conflit. Et dans le communiqué suivant elle met en avant comme revendication fondamentale la création d'un «corps d'Etat» pour assurer le «service public» (1) de la sûreté aérienne!

Cette orientation rend évidemment impossible toute extension de la lutte aux travailleurs qui ne sont pas destinés selon l'UL CGT à devenir des fonctionnaires remplissant une noble tâche de service public.

Le corporatisme, l'idéologie du service public et le fétichisme de l'Etat sont directement opposés à l'union des travailleurs dans la lutte, nécessaire pour faire fléchir un patronat solidement appuyé par l'Etat bourgeois. Tous les travailleurs ont les mêmes intérêts: ils sont exploités par les capitalistes et réprimés par l'Etat bourgeois; ayant les mêmes intérêts et les mêmes ennemis, leur combat doit être commun!

Pour se défendre, pour mener et diriger

leurs luttes, les travailleurs ne peuvent donc pas compter seulement sur leur détermination; il leur faut aussi, dans les aéroports comme partout, rompre avec les orientations collaborationnistes des appareils syndicaux et s'organiser sur des bases de classe pour pouvoir étendre leur lutte, la renforcer et la faire triompher!

24/12/2011

(1) Voir ces communiqués sur Lille Indymedia.

(La grève s'est terminée le lundi 26 décembre, sans autre résultat que l'augmentation de la prime annuelle à 1000 euros proposée par le patronat, dont 750 seulement dits garantis et 250 liés à la productivité. La CGT et SUD, à la différence des autres syndicats, ont refusé de signer l'accord)

Suplemento N° 15 Diciembre de 2011 al N. 49 de «el programa comunista» En este suplemento:

- Elecciones en España: donde la democracia tiene su cielo el proletariado encuentra su infierno.
 - Indignados ... Pero ¿qué futuro?
 - Revuelta de inmigrantes en Lampedusa
 - El capitalismo mundial en la curva de la crisis.
 - Represión en Correos.
 - Portugal: el proletariado aplastado por la crisis y la acción oportunista del colaboracionismo sindical
 - El régimen marroquí asesina de nuevo a saharauis con la complacencia de los imperialismos europeos y norteamericano.
 - Contra los despidos, los recortes y la ofensiva anti proletaria de la burguesía.
 - Solidaridad proletaria con la lucha de los trabajadores de la escuela
- Precio: Europa: 1 €. América del Norte: US \$ 1. América Latina: US \$ 0,5

Manifestations d'«Indignés»...

(Suite de la page 3)

et de l'oppression des nations et des peuples les plus faibles dans une alternance continue de périodes de paix préparant les guerres et de guerres préparant les paix.

Si c'est la classe ouvrière qui triomphe, comme cela est arrivé temporairement lors de la Commune de Paris en 1871 ou plus longtemps lors de la révolution russe d'octobre 1917, s'ouvre alors un processus révolutionnaire dont l'objectif est la destruction de la société capitaliste fondée sur la production de marchandises, sur la loi de la valeur, sur le profit, et son remplacement par une société rationnelle, sans classes, fondée sur la satisfaction des besoins humains. Ce n'est qu'en allant dans cette direction qu'il est possible d'en finir avec les contradictions toujours plus aiguës de la société actuelle qui, à cause de la folle croissance capitaliste, met en péril l'avenir non seulement des jeunes générations, mais de toute l'espèce humaine.

L'avenir que le capitalisme réserve aux jeunes et aux moins jeunes est celui qui est inscrit dans son mode de production : exploitation croissante, misère, faim, guerre dans une spirale sans fin. Sans doute quelques privilégiés pourront améliorer leurs conditions d'existence, mais ce sera au prix de la dégradation de celles des grandes masses de la population laborieuse.

L'avenir de l'humanité est entre les mains de la seule classe révolutionnaire, le prolétariat, la classe de ceux qui ne possèdent rien, qui n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Les jeunes, les étudiants qui croient qu'il est possible de changer le monde «si on le veut le changer», mais sans briser les chaînes avec lesquelles la société du capital domine le monde, ne peuvent en définitive que renforcer cette domination par la diffusion de ces paralysantes illusions. S'ils veulent réellement changer le monde, ils ne peuvent le faire qu'en embrassant la cause de la révolution prolétarienne, en mettant leur énergie et leur enthousiasme au service de la classe ouvrière.

En dehors de cette perspective, il n'y a rien d'autre que le monde mesquin et impuissant de la «conscience individuelle», de la «liberté personnelle», marchandises périssables et sans valeur dans un mode de production qui n'a plus rien à proposer à l'espèce humaine: le capitalisme est la négation de tout rapport harmonieux entre les êtres humains, de toute activité socialement utile pour l'humanité, de tout plaisir de vivre pour les grandes masses!

17/10/2001

«programme communiste»

N° 101 - Août 2011
Au sommaire

- Les classes dominantes s'alarment aujourd'hui des révoltes dans les pays arabes. Elles tremblent demain devant la révolution communiste pour laquelle les prolétaires auront su reconstituer leur parti de classe
- Propriété et capital. Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde social contemporain (Fin)
- Histoire de la Gauche communiste: L'action de mars en Allemagne et la «théorie de l'offensive»
- Thèses sur les conditions sous lesquelles il est possible de constituer des Soviets Ouvriers - IIe Congrès de l'Internationale Communiste (août 1920)
- Thèses sur la constitution des Conseils ouvriers proposées par le C.C. de la Fraction Abstentionniste du Parti Socialiste Italien (IIe Congrès, IIIe année, n°11, 11 avril 1920)
- Notes de lecture:
 - Robert Camoin. La doctrine économique de Sismondi et le marxisme
 - Oliver Le Cour Grandmaison. Coloniser Exterminer. Sur la guerre et l'Etat colonial
- Roger Dangeville

Prix: 4 € / 8 FS / 3 £ / 1000 CFA / USA + Cdn
US \$4 / Amérique Latine US \$ 1,5 / Algérie 100
DA Maroc 20 MAD

L'Egypte entre répression militaire, réaction islamiste et luttes ouvrières

(Suite de la page 1)

février sa «compréhension» vis-à-vis de la position des chefs militaires, accusant lui aussi les actions revendicatives de saper le consensus national, tandis qu'un éminent responsable salafiste (courant islamiste d'extrême droite) appelait à la fin des grèves et des sit-ins de travailleurs. En avril le grand mufti, la plus haute autorité religieuse d'Egypte, déclarait que les instigateurs d'actions revendicatives «violait les enseignements de Dieu» (1).

Cette campagne contre les grèves et les luttes ouvrières a été relayée au fil des mois par les journaux et les chaînes de télévision. Quand ils n'étaient pas dénoncés comme étant manipulés par les «éléments contre-révolutionnaires», les prolétaires en lutte étaient accusés de défendre égoïstement leurs propres intérêts au lieu de penser à l'intérêt général de la nation; on cherchait à leur faire honte en affirmant que les manifestants de la place Tahrir, eux, avaient lutté pour la patrie: «tous leurs slogans tournaient autour de la signification de la liberté, car les manifestants avaient mis de côté leurs revendications propres et ne songeaient qu'à l'avènement de la liberté. Ils ne demandaient pas de hausses de salaires ou des primes (...). La contagion de points de vue mesquins n'avait pas prise parmi eux, comme c'est le cas de ceux qui se sont engagés dans des luttes revendicatives continues, hystériques et vengeresses» (2). Comme les bourgeois tressent des lauriers aux prolétaires quand ceux-ci mettent de côté leurs intérêts de classe et ne cherchent pas «mesquinement» à améliorer leur sort, au risque de mettre en péril les sacro-saints profits capitalistes!

C'est qu'en effet la chute de Moubarak, qui avait été précédée et en quelque sorte préparée par les grèves de 2008, a été suivie par une nouvelle et forte poussée de luttes prolétariennes, malgré toutes les mesures et campagnes anti-ouvrières. Lors de la vague sans précédent de luttes ouvrières en 2008, le nombre de grévistes est estimé avoir atteint les 240.000 (3). En février 2011, quand le mouvement contre le régime atteignit son point le plus élevé, il y aurait eu 489 «actions collectives» d'ouvriers (le nombre de participants n'est pas connu) contre seulement 42 en janvier. Le nombre de grévistes de mars à août a été d'environ 400.000, chiffre déjà très important pour un pays comme l'Egypte, peu industrialisé et où les grèves étaient très rares. Mais en septembre leur nombre est estimé avoir augmenté jusqu'à un chiffre compris entre 500 et 750.000, plus que toute l'année 2008! Il y a eu ce mois-là plusieurs grandes grèves touchant parfois tout le pays comme la grève des enseignants (250 à 500.000 grévistes) et 6 autres grandes grèves impliquant environ 160.000 travailleurs, dont celle des postiers, celle des travailleurs des transports du Caire, celle des travailleurs des raffineries de sucre, etc., ainsi que des grèves limitées à une seule usine ou administration où participèrent au total quelques dizaines de milliers de travailleurs. Même si nous ne disposons pas de chiffres plus récents, le mouvement s'est maintenu, voire amplifié, au mois d'octobre, en dépit de la campagne électorale pour les élections de novembre: les travailleurs égyptiens n'ont pas encore été frappés par la funeste habitude des trêves électorales!

Ces mouvements de lutte ont été dirigés ou organisés par de nouveaux syndicats qui viennent de se constituer en marge ou contre l'ancien syndicat officiel, voire par des comités de grève, parfois coordonnés au niveau régional comme dans le cas des enseignants du nord-Sinaï.

Les revendications les plus courantes sont des augmentations de salaire (et la création d'un salaire minimum), l'embauche définitive des travailleurs temporaires, le renvoi de chefs particulièrement haïs, l'amélioration

des conditions de travail, avant des revendications de nature plus réformistes comme des investissements accrus de l'Etat dans tel ou tel secteur, la renationalisation d'entreprises privatisées ces dernières années ou l'amélioration du service public de l'Education nationale; ces dernières reflètent sans aucun doute l'influence encore bien réelle de forces bourgeoises parmi les travailleurs (surtout dans certains secteurs comme par exemple chez les enseignants ou les Frères Musulmans sont très présents et dirigent le syndicat). Ce qui met réellement en mouvement les prolétaires, ce sont les revendications élémentaires pour leurs besoins immédiats de survie, après des années où les salaires sont restés très bas alors que ne cessait d'augmenter le coût de la vie.

RÉPRESSION ET ÉLECTIONS

Les Autorités militaires du CSFA se sont employées depuis février à mettre fin à l'agitation, en revenant peu à peu aux bonnes vieilles méthodes répressives, après la période de vacance des forces de l'ordre qui a suivi la chute de Moubarak.

Avant même les dernières manifestations, plus de 12 000 personnes avaient déjà été condamnées par les tribunaux militaires en vertu des lois d'urgence qui sont toujours en vigueur; la pratique de la torture reste systématique dans les prisons égyptiennes et on assiste de nouveau dans les semaines dernières à des enlèvements et disparitions de militants connus. Le CSFA n'a pas non plus hésité à déchaîner les haines interconfessionnelles. Alors que la bestiale répression d'une manifestation de Coptes (4) au Caire le 9 octobre faisait 27 morts, les médias officiels accusaient ainsi les Coptes d'avoir attaqué les soldats et ils appelaient la population à défendre l'armée contre les Chrétiens!

Mais une manoeuvre grossière du CSFA à la veille des élections a mis en péril ce processus. Peu versé dans l'art subtil de l'utilisation de l'opium démocratique, les militaires décrétèrent à la mi-novembre des «principes supra-constitutionnels» qui revenaient à donner à l'Armée un statut particulier au dessus des institutions civiles (le parlement et le gouvernement n'auraient eu aucun droit de regard sur le budget militaire, l'Armée se réservait le droit de modifier la future constitution, de dissoudre le parlement, etc.).

Pour s'opposer à ce décret, une journée de manifestations était organisée le 18 novembre; elle était soutenue par les partis islamistes qui craignaient de se voir voler leur victoire électorale annoncée et les regroupements issus de la «révolution» de février, tandis que les partis de gauche traditionnels comme le Parti Communiste Egyptien, les Sociaux-Démocrates, le Tagammu (dont faisait partie le PCE, illégal à l'époque de Moubarak, ainsi que les dirigeants du syndicat officiel), éternels larbins du pouvoir, ou le Wafd (pseudo-parti d'opposition sous l'ancien régime), eux, refusaient d'y appeler.

Après que des dizaines de milliers de personnes aient commencé à manifester au Caire dans le calme, le déchaînement d'une sanglante répression faisant des dizaines de morts parmi les manifestants qui voulaient réoccuper la place Tahrir, mettait le feu aux poudres. Des centaines de milliers de personnes descendirent dès le lendemain dans la rue du Caire, d'Alexandrie et d'autres villes pour manifester leur colère et crier leur opposition au gouvernement. Mais après des négociations avec les militaires et

la démission du premier ministre, les Frères Musulmans, rassurés sur le fait que les élections n'allaient pas être reportées et que le CSFA promettait de laisser le pouvoir aux civils dans les mois qui viennent, appelaient le 20 leurs partisans à ne plus manifester.

Les manifestations continuèrent les jours suivants avec comme mot d'ordre la démission de Tantawi (le chef du CSFA qui envisage de se porter candidat aux présidentielles), un gouvernement civil, etc.; ni les élections du 28/11, ni la répression continue (encore 17 morts dans les dernières semaines de décembre) n'ont mis fin à ce mouvement de protestation, preuve qu'il exprime la profondeur du malaise social existant dans le pays; mais en dépit de toute sa puissance numérique, le mouvement est condamné à l'impuissance par la nullité de ses revendications politiques, de caractère typiquement petit-bourgeois: démocratie, gouvernement civil d'union nationale, etc...

Amer bilan: des dizaines de morts, des milliers d'arrestations pour que la «démocratie» triomphe sous la forme d'une alliance, au moins temporaire, entre militaires et Frères Musulmans, donnant la victoire aux élections aux partis religieux de droite et d'extrême droite (5)...

Mais cette victoire ne signifie pas la fin ou l'atténuation de la lutte des classes en Egypte, ni la stabilisation de la situation politique qui en serait la conséquence. Le faible capitalisme égyptien n'a pas les moyens de donner satisfaction aux travailleurs, sinon de manière temporaire et limitée; il lui est impossible d'assurer un emploi à la masse énorme des chômeurs, alimentée en permanence par l'exode rural. Il ne peut survivre dans la compétition internationale qu'en pressurant son prolétariat au maximum, qu'en lui imposant des bas salaires et des mauvaises conditions de vie et de travail. Ses difficultés économiques et sociales, aggravées par les luttes ouvrières et par le retour de dizaines de milliers de travailleurs partis chercher du travail en Libye et ailleurs, par la chute du tourisme, sans parler des autres retombées de la crise capitaliste internationale (diminution des débouchés de l'industrie textile, baisse du trafic du canal de Suez, baisse des investissements étrangers, etc.), ne lui laissent pas d'autre choix. Il n'a pas les moyens, comme dans les pays capitalistes les plus riches, d'entretenir toute une gamme d'amortisseurs sociaux pour étouffer les tensions sociales (et d'ailleurs ces derniers eux-mêmes en ont de moins les moyens!); la subvention des prix des aliments de base, élément fondamental pour éviter l'explosion sociale, est déjà pour lui un fardeau dont il aspire à se débarrasser au plus vite...

Au service du capitalisme national, a démocratie égyptienne, née sous les auspices les plus réactionnaires, ne pourra pas ne pas continuer la tradition répressive et anti-ouvrière du régime précédent.

De durs combats attendent donc les prolétaires d'Egypte; pour les mener dans les meilleures conditions, il leur faudra se déga-



16 décembre 2011, les chiens du maréchal Tantawi à l'oeuvre contre une manifestante à terre

ger de la gangue interclassiste nationalo-religieuse et s'organiser sur des bases indépendantes de classe. Le premier pas élémentaire mais gigantesque a été fait spontanément: servant d'exemple aux prolétaires du monde entier, les prolétaires égyptiens sont entrés courageusement en lutte, ébranlant un régime en apparence tout-puissant; il leur reste cependant encore beaucoup de difficultés à surmonter, beaucoup d'expériences à accumuler, pour déjouer les efforts de ceux qui veulent le ramener à sa docilité forcée antérieure.

Quand au pas suivant, celui de l'organisation en parti de classe pour dépasser l'horizon de la lutte immédiate et engager le combat contre le capitalisme, il ne pourra être accompli qu'en liaison étroite avec les prolétaires d'avant-garde des autres pays, et en particulier ceux des pays capitalistes

dominants, quand ceux-ci auront rompu les liens qui les paralysent depuis des décennies.

Si difficile que paraisse ce chemin, si éloigné que semble cet objectif, cette perspective est objectivement ouverte par la crise capitaliste mondiale qui inexorablement mine tous les équilibres de la période précédente. L'avenir est à la lutte prolétarienne, en Egypte comme partout!

(1) «*Striking back at Egyptian workers*», Merip Reports n°259 (été 2011).

(2) Ibidem.

(3) Nous reprenons ici les chiffres donnés par Anne Alexander, *Al Ahram* (édition anglaise), 16/12/2011; ils sont eux même fournis par l'ONG égyptienne *Awlad al-Ard* qui

publie régulièrement des statistiques sur les grèves (nous ne savons pas sur quelles bases elles sont établies).

(4) Les Coptes sont une minorité chrétienne, représentant environ 10% de la population, qui compte parmi ses membres une fraction influente de la bourgeoisie; ils servent à ce titre de bouc-émissaire commode.

(5) Le deuxième tour des élections a eu lieu à la mi-décembre dans les provinces rurales du sud; il a confirmé les résultats du premier avec une participation nettement plus forte, il a confirmé les résultats du premier tour où les Frères Musulmans avaient recueilli plus du tiers des voix, les Salafistes du parti Nour plus du quart; venaient ensuite, beaucoup plus loin, deux partis bourgeois, les «Égyptiens Libres» qui grâce au soutien de gros capitalistes, ont pu se payer une tapageuse campagne électorale qui leur

a permis d'avoir près de 15% des suffrages, et le Wafd, l'ancien parti traditionnel de la bourgeoisie, qui s'appuie sur ce qui lui reste de réseaux clientélistes: 7% A ce premier tour la participation électorale n'avait été que de **52% des inscrits** en dépit de toutes les incitations à aller voter: cela signifie que la majorité des citoyens a alors boudé «*les premières élections libres*»...

Un troisième et dernier tour aura lieu en janvier, puis ce seront les élections au sénat; enfin, selon la promesse de Tantawi aux Frères Musulmans, les élections présidentielles devraient se tenir en juin et marquer le transfert officiel du pouvoir politique des militaires aux civils.

Mais même si cette promesse est respectée, le poids politique de l'armée qui est une puissance économique de premier ordre en Egypte, restera prépondérant.

APERÇU SUR LA SYRIE (2) La domination française

Au moment de la **Grande Révolte** de 1925, la Syrie qui ne comptait alors, futur Liban compris, qu'environ 2 millions d'habitants, était, selon les analyses de l'Internationale Communiste, le pays «industriellement le plus développé de toute l'Asie Mineure» (région s'étendant entre la Turquie et l'Egypte); mais elles relevaient que ce développement était tout relatif, le pays restant encore très largement agricole (1).

L'«industrie» traditionnelle était en effet essentiellement artisanale, et la population active majoritairement occupée dans l'agriculture (65 à 70%); une petite couche de grands propriétaires absenteistes, possédaient environ 60% des terres alors qu'on dénombrait 700.000 paysans sans terres. Dans le Djebel druze subsistaient des formes particulièrement archaïques d'occupation des sols: partage périodique des terres, théoriquement communautaire mais où les caciques prenaient la plus grande part. La tentative des occupants français de briser cette coutume et d'instaurer, comme en Algérie, une propriété privée des terres fut un des déclencheurs de la révolte.

Les petits métiers urbains regroupaient 15 à 18 % de la population active et le commerce 10%. L'industrie au sens propre du terme, majoritairement aux mains de capitalistes étrangers (surtout français), était constituée par 150 entreprises environ qui n'occupaient chacune en moyenne que quelques dizaines de travailleurs.

Jusqu'au début des années trente ces entreprises «industrielles» n'étaient souvent que des ateliers à l'équipement rudimentaires et où la division du travail était peu prononcée. Les deux premières véritables usines modernes en Syrie furent une cimenterie, créée en 1928, et une usine textile en 1933. En 1934, une étude de l'Organisation Internationale du Travail recensait 306 «usines» qui employaient en tout moins de 6000 travailleurs salariés en Syrie et au Liban: 81 usines à Beyrouth (3000 travailleurs), 71 à Alep (1700) et 63 à Damas (1300).

LUTTES PROLÉTARIENNES ET AVORTEMENT DU MOUVEMENT COMMUNISTE

Le tissage en Syrie était depuis longtemps une activité économique importante, les tissus de Damas jouissant d'une réputation internationale au delà de l'empire ottoman. Dans les années 70 du dix-neuvième siècle il y avait 6 à 7000 tisserands à Damas dont 4 à 5000 étaient des compagnons travaillant pour des maîtres-artistes et payés à la pièce. En dépit des traditions et des règlements corporatifs, les grèves des compagnons n'étaient pas inconnues; cependant celle de 1879 marqua un tournant: plus de 3000 compagnons se mirent en grève pour protester contre la baisse du tarif de la pièce, de 16 à 13 piastres. Les grévistes organisèrent des équipes pour menacer les non-grévistes et mettre leurs métiers hors d'usage. Au bout de 4 semaines les maîtres-arti-

sans rétablirent l'ancien tarif et le travail reprit. A la suite du succès de cette grande lutte, les grèves des compagnons tisserands devinrent plus fréquentes et leur tradition militante se maintint au cours des décennies suivantes (2).

Mais après la première guerre mondiale, la rupture des liens économiques de cette ancienne province ottomane avec la Turquie et la concurrence de l'industrie textile internationale plongèrent le secteur dans un profond et irrémédiable marasme (selon certaines estimations, le nombre de métiers diminua de 80% de 1910 à 1930 et le nombre d'artisans fut divisé par deux) (3): l'agitation sociale dans les villes devint de plus en plus le fait des prolétaires salariés modernes. Cependant le faible développement économique a comme conséquence inévitable la faiblesse du mouvement ouvrier; si des premières grèves sont signalées dans les chemins de fer dès 1908, il faudra attendre 1920 pour voir une première lutte d'ampleur, celle des cheminots, qui se solda par un échec, et 1924 pour qu'apparaisse le premier véritable syndicat: le syndicat des ouvriers du tabac, à l'initiative de Fouad Chimali, ouvrier expulsé d'Egypte par les Anglais pour «propagande bolchevique» (4).

Cela n'empêcha que des tentatives d'organisation politique soient contemporaines de ces premiers efforts encore timides d'organisation du prolétariat pour la lutte de défense immédiate. A l'automne 1924, à la suite de contacts avec un émissaire des communistes juifs de Palestine, une poignée d'intellectuels et d'ouvriers fonda le «Parti du Peuple Libanais» dont Chimali sera le président; en quelques mois il attira dans ses rangs les éléments les plus dynamiques du petit mouvement syndical naissant. A l'occasion du premier mai 1925 un contact fut établi à Beyrouth avec la «Jeunesse Spartacus» fondée par des réfugiés arméniens qui comptait une quinzaine de membres dans cette ville et des sections à Alep, Mossoul, Zaleh et Alexandrette; le «Parti Communiste de Syrie et du Liban» fut constitué par la fusion de ces 2 groupes.

Le petit parti nouveau-né fut immédiatement confronté à la répression de l'impérialisme français. Le 20 juillet 1925 la police ouvrait le feu à Beyrouth pour disperser des milliers de manifestants rassemblés pour protester contre la suppression du contrôle des loyers: il y eut 10 morts, une quarantaine de blessés et une soixantaine d'arrestations. Ce fut l'occasion du premier tract en arabe du parti, dénonçant ce massacre, appelant à lutter contre l'impérialisme et à soutenir la révolte qui venait d'éclater parmi les Druzes; mais à la suite de ce tract la police arrêta les dirigeants communistes sur lesquels elle réussit à mettre la main.

En novembre le parti diffusa auprès des soldats français un appel à la solidarité de classe, à Beyrouth, Alep et Zaleh (5). Il réussit à tenir en décembre 1925 dans la clandestinité son premier Congrès, où participèrent 15 délégués. Nous n'avons pas de

compte-rendu de ses travaux, nous ignorons la teneur du programme qui y fut adopté, mais le soutien à la révolte anticoloniale semble y avoir été l'orientation dominante, les orientations proprement de classe étant reléguées à un plan subalterne si l'on en croit les décisions qui y auraient été prises:

1. Soutenir la révolution Syrienne. 2. Renforcer la lutte contre l'impérialisme. 3. Lutter pour l'indépendance nationale et les libertés démocratiques. 4. Lutter pour les droits des ouvriers en Syrie et au Liban. 5. Proposer la confiscation des terres des propriétaires terriens qui ne soutiennent pas la révolution.

En janvier 1926 les dirigeants encore en liberté furent arrêtés, ce qui entraîna la disparition de l'organisation, alors même que l'année 1926 allait connaître un mouvement de grèves sans précédent pour le pays: vague de grèves dans différents corps de métiers, usines et administrations à Beyrouth pendant l'été (la grève des tramways et de l'éclairage pendant plus de 3 semaines étant la plus importante), grève des cheminots et des tisserands d'Alep, grève dans le textile à Homs et à Damas en octobre, etc.

Confronté à des désertions, voire des mutineries parmi ses troupes (6), le pouvoir colonial était soucieux au premier chef de briser l'insurrection, sans hésiter à utiliser la

violence aveugle contre les populations civiles dans les campagnes, mais aussi dans les villes: la répression, y compris par des bombardements de l'aviation, d'une attaque contre un poste militaire français le 4 octobre 1925, causa plus de 300 morts à Hama essentiellement civils; le même mois les bombardements des quartiers populaires de Damas où se trouvaient des insurgés se soldèrent par près de 1500 morts, y compris femmes et enfants; elles aggravèrent également la répression contre le mouvement ouvrier (7); en mai 1926 le nouveau «Haut Commissaire» (chef des autorités françaises qui administraient la région sous «mandat» de la *Société des Nations* - l'ancêtre de l'ONU), réputé pour être un démocrate, promulgua le décret suivant: «*Toute association formée, qu'elle que soit sa durée ou le nombre de ses membres, toute entente établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre les personnes ou les propriétés en vue de préconiser la transformation de la société par des moyens illégaux, constitue un crime contre la paix publique*»: l'impérialisme démocratique français imposait ainsi une loi sur les associations beaucoup plus répressive que celle promulguée en 1909 sous l'Empire Ottoman! Ces mesures répressives

(Suite en page 6)

Syrie

Derrière les appels à la raison démocratique et humanitaire, se cachent les intérêts sordides de la raison impérialiste

Alors que l'impitoyable et meurtrière répression du gouvernement syrien a réussi à empêcher l'extension de la révolte à tout le pays et surtout à la capitale Damas, elle n'a cependant pas réussi jusqu'ici à ramener le «calme» - fût-ce le calme des cimetières - partout. Les manifestations anti-régime continuent toujours à Homs en dépit des exactions de l'armée et des tueurs de Bachar El Assad, et la venue des observateurs de la Ligue Arabe a été saisie par l'opposition pour organiser à nouveau de grandes manifestations dans de nombreuses villes.

Mais on assiste maintenant à l'internationalisation de la crise syrienne. La Russie soutient toujours son allié syrien (son dernier point d'appui dans la région) alors que l'Europe vient de mettre en oeuvre des sanctions économiques contre ce pays; la Ligue Arabe tente une médiation entre les révoltés et le gouvernement tandis que de sinistres bruits de bottes se font entendre du côté de certains États membres de l'OTAN: le gouvernement Turc parle d'instaurer une «zone de sécurité» dans la partie de la Syrie qui lui est frontalière et le gouvernement français, par la voix de Juppé, a avancé l'idée d'établir un «corridor humanitaire» en territoire syrien. Quand les impérialistes parlent d'humanitaire, c'est qu'ils préparent la guerre; il semble que la France, les États-Unis et d'autres États soient d'ores et déjà en train d'armer ou d'entraîner les recrues d'une fantomatique «Armée Syrienne de Libération» qui a les honneurs de la presse occidentale. Les interventions militaires récentes en Côte d'Ivoire, en Libye et ailleurs ont démontré une fois de plus que ce qui motive les capitalistes français - et les autres -, ce n'est pas le souci des populations opprimées et massacrées, mais uniquement de sordides intérêts impérialistes de rapine. L'article dont nous publions la deuxième partie rappelle quels ont été les crimes de l'impérialisme français en Syrie; il revient aux prolétaires français de s'opposer aujourd'hui à d'éventuels nouveaux crimes de «leur» bourgeoisie, camouflés sous des prétextes humanitaires. Les prolétaires doivent réserver, non leur compassion mais leur solidarité, à leurs frères de classe; ce sont eux, avec les masses opprimées de Syrie qui peuvent non seulement renverser le sanglant régime au pouvoir, mais en finir avec le capitalisme. Il leur faudra pour cela recommencer la tentative avortée au siècle dernier de constitution du véritable parti communiste, reprendre la voie de la lutte de classe révolutionnaire en lien étroit avec les prolétaires du monde entier.

A bas l'impérialisme, vive la lutte prolétarienne internationale!

APERÇU SUR LA SYRIE

(Suite de la page 5)

anti-prolétariennes furent accentuées au cours des années suivantes, les autorités françaises essayant en outre de privilégier les vieilles formes d'organisation corporatistes pour entraver la formation de syndicats.

Cependant une amnistie des prisonniers politiques en 1928 permit de retisser les liens entre les militants et avec l'Internationale (Chimali participa ainsi au VIe Congrès de l'IC en juillet-août 28; les procès-verbaux des séances n'ont enregistré de lui que la signature, avec d'autres délégués des partis du Moyen-Orient, d'une déclaration contre le trotskysme).

LA TRISTE TRAJECTOIRE DU STALINISME

La reconstitution du parti - toujours clandestin - fut rendue publique le premier juillet 1930 par la diffusion dans tout le pays d'un manifeste qui appelait à la lutte contre l'impérialisme français, dénonçait la «trahison» des nationalistes du «Bloc National» (rassemblement des forces nationalistes, engagé dans des négociations avec la France) et se donnait l'objectif d'un «gouvernement ouvrier et paysan» pour obtenir l'indépendance de la Syrie. En 1932, Chimali, victime d'un tournant de l'Internationale, fut expulsé du parti sous des accusations infamantes, selon les méthodes stalinienne (collusion avec les services français!); il fut remplacé à la tête du parti par Khaled Bagdache qui allait être au cours des décennies suivantes l'inamovible et indéfectible homme de Moscou, faisant obéir son parti aux impératifs de la politique russe, souvent changeants, mais toujours **impérialistes** et **anti-prolétariens**. C'est de cette époque qu'on peut dater l'avortement définitif de la tentative de constitution d'un authentique parti communiste et la naissance du *Parti Communiste Syrien* (sa nouvelle appellation), comme parti intégralement stalinien, un parti qui non seulement n'avait plus la moindre nature classiste, mais qui tournait même complètement le dos à la perspective de la **révolution** bourgeoise!

En 1931 le PC avait publié un programme affirmant que l'objectif du parti était le «*démantèlement du système capitalo-impérialiste et l'établissement d'un système socialiste*». Mais après cette forte **déclaration**, un «plan d'action» était détaillé qui montrait la valeur de ces paroles; il définissait les 7 priorités suivantes:

1. Libération de la Syrie: rejet du mandat et retrait de toutes les forces militaires étrangères (comprenant le rejet de la fragmentation de la Syrie, etc.). 2. Amélioration de la condition ouvrière: lois sociales fixant un salaire minimum, le temps de travail, les conditions de travail, un système de sécurité sociale. 3. Amélioration de la condition paysanne: abolition des dettes, réduction des taxes sur les petits paysans, nationalisation des ressources en eau, réforme agraire et abolition des pratiques féodales, abolition du travail forcé, lois sociales pour protéger les travailleurs agricoles, etc. 4. Libération et droits des femmes: complète égalité sociale et juridique, abolition du voile et des mariages forcés, abolition des restrictions à l'emploi des femmes, congés maternités, lois sociales pour protéger les femmes travailleuses. 5. Législation sur le travail des enfants: interdiction du travail pour les moins de 15 ans, autorisation des jeunes à se syndiquer, éducation obligatoire et gratuite. 6. Autres objectifs intérieurs incluant un système d'impôts équitable et progressif, contrôle des loyers, établissement d'un système de santé et d'éducation universel et accessible, expulsion de l'administration coloniale, rejet des divisions religieuses. 8. Autres objectifs extérieurs incluant le soutien à la libération des peuples colonisés et le droit à l'autodétermination; lutte pour la solidarité internationale; lutte pour un front commun unifié arabe contre l'impérialisme; lutte pour la création d'alliances entre les ouvriers et les

paysans dans le monde arabe.

Il est facile de constater que ces priorités n'ont rien de communistes; nous sommes ici en présence d'un catalogue de revendications purement **réformistes**, fortement coloré en outre de **nationalisme arabe**. Le programme d'action ne s'intéresse à la classe ouvrière que sous l'angle de *lois sociales* à obtenir de l'Etat bourgeois afin de fixer certaines limites à l'exploitation; et il ne lui propose d'autre perspective politique que celle d'une *alliance interclassiste* avec les paysans.

Cette position typiquement stalinienne d'alliance avec la paysannerie pour aller vers le «système socialiste» est radicalement étrangère au marxisme; selon l'analyse marxiste en effet, les paysans sont des **petits-bourgeois**, ce qui signifie que leurs intérêts de classe les portent inévitablement à soutenir le capitalisme et à s'opposer au socialisme. Une alliance avec les petits-bourgeois, avec les paysans, n'est possible que dans le cadre d'une révolution bourgeoise, anti-féodale, anticoloniale. Pour reprendre les mots de Lénine:

«On peut et on doit lutter contre le fonctionnaire [c'est-à-dire le représentant de l'Etat tsariste - NdR] et contre le grand propriétaire foncier en commun avec tous les paysans, même les paysans riches et moyens. Tandis que contre la bourgeoisie, et donc contre les paysans riches, on ne peut lutter de façon sûre qu'en commun avec le prolétariat rural» (8).

Passer une alliance avec les paysans signifie avoir comme objectif le capitalisme, pas le socialisme. Mais d'autre part, y compris dans une situation où ce qui est à l'ordre du jour, c'est la révolution bourgeoise et pas la révolution socialiste, et où donc une alliance temporaire avec d'autres classes est possible dans la lutte contre l'ennemi commun, la **tâche première** des communistes, c'est d'œuvrer pour l'**indépendance de classe** des prolétaires, de travailler à les arracher à l'influence du nationalisme et du démocratisme bourgeois de façon à ce qu'ils soient dans les meilleures conditions possibles pour défendre leurs intérêts de classe, pendant la lutte commune comme après.

Si l'on revient encore une fois à l'exemple de la révolution anti-tsariste en Russie, Lénine mettait les points sur les i: «*Tout en montrant la solidarité qui unit tels ou tels groupes d'opposition aux ouvriers, les so-*

ciaux-démocrates [ancienne appellation des communistes - NdR] mettront toujours les ouvriers au premier plan; ils s'attacheront toujours à expliquer le caractère temporaire et conditionnel de cette solidarité, ils souligneront toujours que le prolétariat est une classe à part qui, demain, peut se retrouver opposée à ses alliés. On nous dira cette mise au point affaiblira tous ceux qui combattent à l'heure actuelle pour la liberté politique. Cette mise au point, répondrons-nous, fortifiera tous ceux qui combattent pour la liberté politique. Seuls sont forts les combattants qui s'appuient sur les intérêts réels, bien compris de classes déterminées; et tout escamotage de ces intérêts de classe qui jouent dès à présent un rôle prépondérant dans la société moderne, ne fera qu'affaiblir les combattants» (9).

Même quand il conservait encore un discours faisant référence au marxisme, c'est précisément l'indépendance de classe du prolétariat que le stalinisme mettait de côté, en Chine comme en Syrie et partout, au nom de l'unité dans la lutte contre l'impérialisme ou le «féodalisme», affaiblissant ainsi le prolétariat, mais aussi la révolution bourgeoise! (à suivre)

(1) cf *L'Internationale Communiste* n°6 (décembre 1925).

(2) cf Sherry Vatter «*Militant journeymen in Nineteenth-Century Damascus*» in «*Workers and Working Classes in the Middle East*», New York 1994.

(3) Selon Elisabeth Longuenesse, «*Labor in Syria*» in «*The Social History of Labor in the Middle East*», Washington 1996. Le nombre total de travailleurs dans l'industrie moderne et dans les activités artisanales traditionnelles, serait passé, entre 1913 et 1937, de 309.000 à 203.000: la croissance des emplois dans l'industrie était insuffisante pour compenser les fortes pertes dans l'artisanat. Miche Seurat donne des chiffres différents, mais qui indiquent la même tendance. cf «*Etat et industrialisation dans l'orient arabe*» in «*Industrialisation et changements sociaux dans l'orient arabe*», CERMO, Beyrouth 1982.

(4) cf «*Le mouvement syndical au Liban*», Editions Sociales 1970, pp 100-122. Originaire de Syrie, Chimali était ouvrier dans une usine de cigarettes du Caire, une corporation qui avait une longue tradition de luttes (la grève des cigarettiers de 1918 est

considérée comme le précurseur de la vague de grèves et d'agitations qui secoua l'Egypte en 1919). Membre du Parti Communiste Egyptien, il aurait fait partie d'un groupe qui avait essayé de fonder parmi les immigrés syriens à Alexandrie un «Parti Socialiste Syro-Libanais» faisant référence à l'Internationale Communiste; il fut expulsé d'Egypte en 1923.

(5) Le tract en français s'inspirait des mots d'ordre de la grève d'octobre 1925 organisée par le PCF contre la guerre au Maroc et en Syrie. cf «*Le mouvement syndical...*», op. cit. p. 121.

(6) Les troupes françaises (en grande partie des troupes coloniales) qui étaient au nombre de 14 000 à l'été 1925, atteignent les 50 000 en janvier 1926. Certains détachements supplétifs recrutés parmi les minorités ethniques ou religieuses syriennes passèrent à l'insurrection. En janvier 1926 le bataillon chargé de la défense de la forteresse de Rachaya refusa d'aller au combat. Un deuxième bataillon envoyé de toute urgence de Rayac jeta ses fusils et refusa d'avancer. cf *L'Humanité*, 1/2/1926.

(7) Le 25/10/1926, 4 dirigeants de l'insurrection étaient pendus à Beyrouth; quelques semaines auparavant 4 jeunes militants ou sympathisants communistes, âgés de 16 à 18 ans, bien que libérés de prison, avaient été envoyés sans jugement croupir dans le sinistre bagne de Rakha dans le désert. cf *L'Humanité*, 26/10 et 13/10/26. Selon J. Varin, «*Jeunes comme JC*», Tome 1, Ed. Sociales 1975, p.103, ils y seraient morts de faim. Mais nous n'avons pas trouvé confirmation de cette information sur les colonnes du quotidien du PCF.

Le nombre des victimes syriennes lors de la révolte est estimé à 6000 morts, plus de 100 000 personnes se retrouvèrent sans abri, tandis que les pertes françaises se montèrent à 2000 (la conquête et la «pacification» de la Syrie avant la révolte avait déjà coûté 6700 morts aux troupes de l'impérialisme français). cf Ph. S. Houry, «*Syria and the French Mandate*», Princeton 1987, pp 239, 242.

(8) Lénine, «*Socialisme prolétarien et socialisme petit-bourgeois*». Oeuvres, Tome IX, p. 459. Cet article de 1905, écrit contre les «Socialistes révolutionnaires», avait pour objet de préciser le rapport entre prolétariat et paysannerie dans un pays, la Russie, où la révolution bourgeoise n'avait pas encore eu lieu.

(9) Lénine, «*Les tâches des social-démocrates russes*», Oeuvres, Tome II, p.341.

DICTATURE DU PROLÉTARIAT ET PARTI DE CLASSE

(Suite de la page 1)

lesquelles repose la revendication politique maximale du communisme authentique: la **dictature du prolétariat**; même si elle nous semble aujourd'hui lointaine, la révolution socialiste ne peut manquer d'éclater à un certain moment de l'histoire; c'est précisément ce moment que les communistes attendent et préparent, parce que seule cette révolution peut entraîner la fin de la barbarie et de la misère capitalistes.

Or comme le disait Engels aux anarchistes «anti-autoritaires», «*la révolution est la chose la plus autoritaire qui soit puisqu'une partie de la société [la classe révolutionnaire] impose sa volonté à l'autre [tout l'agrégat social qui vit de l'exploitation prolétarienne] à coups de fusils et de canons, moyens autoritaires s'il en fût*».

Repousser avec horreur cette perspective, ce n'est pas seulement repousser le socialisme, c'est passer lâchement sous silence tout ce qui s'est passé d'important dans l'histoire humaine, tous les pas en avant sérieux accomplis par l'humanité depuis qu'elle s'est organisée en société, car quelle révolution tant soit peu profonde a jamais été pacifique, à commencer par la révolution démocratique bourgeoise de 1789?

Ceci étant rappelé, il est alors facile de comprendre le sens de la grande formule

«dictature du prolétariat» que non seulement la propagande bourgeoise, mais aussi des générations de réformistes petits-bourgeois et de prétendus révolutionnaires ont réussi à discréditer jusque parmi les prolétaires.

Elle exprime une nécessité évidente: le prolétariat ne peut ni ne doit éternellement lutter de façon dispersée, ni surtout de façon plus ou moins défensive. A un moment donné de sa lutte il lui faut prendre l'initiative, toute l'initiative, dans ses mains, rendre tous les coups à l'adversaire et passer à l'offensive générale.

Et comme cette offensive générale ne peut être couronnée de succès tant que l'ennemi de classe dispose du pouvoir d'Etat, l'objectif de la prise du pouvoir, du renversement politique de la bourgeoisie, en est la conclusion logique; toute lutte sociale radicale est aussi une lutte politique, affirmait Marx contre Proudhon. La conquête du pouvoir a pour but non seulement d'arracher à la classe des capitalistes l'arme suprême de l'Etat, mais aussi et surtout de détruire le capitalisme afin que puisse surgir une nouvelle société sur les ruines de la société d'exploitation.

Un tel pouvoir ne peut être que **révolutionnaire** parce que, pour se maintenir et empêcher la contre-révolution, il ne reconnaît aucune valeur aux pratiques et aux normes constitutionnelles, juridiques et politi-

ques de l'ancien régime bourgeois. Il ne peut être que **dictatorial** (comme l'est aussi tout pouvoir bourgeois, où, même derrière les façades les plus démocratiques, les intérêts capitalistes dominent sans partage) car il n'est guidé que par les seuls intérêts des exploités, qu'il doit intervenir **de façon despotique** dans les rapports de production, sans se laisser freiner par les intérêts des classes possédantes, et qu'il lui faut réprimer leurs tentatives inévitables de le renverser.

La revendication de la dictature du prolétariat est la position centrale du marxisme authentique, celle qui le distingue de toutes ses fausses versions, de tous les faux révolutionnaires. Marx expliquait ainsi à un correspondant:

«*En ce qui me concerne, je n'ai ni le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société contemporaine, ni celui d'avoir découvert leur lutte entre elles.*

Ce que j'ai fait de nouveau, c'est d'avoir démontré: 1) que l'existence des classes ne se rattache qu'à certaines phases historiques du développement de la production; 2) que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat; 3) que cette dictature n'est elle-même que la transition à la suppression de toutes les classes et à la société sans classes» (2).

A leur époque, Lénine et les bolcheviks durent mener bataille contre les socialistes

DICTATURE DU PROLÉTARIAT ET PARTI DE CLASSE

réformistes qui, tout en prétendant défendre la cause des exploités, condamnaient la révolution russe au nom de la démocratie. C'est ainsi que Karl Kautsky, le grand théoricien international de la IIe Internationale social-démocrate, voulait bien admettre que les soviets allaient avoir «une importance primordiale dans les grandes batailles décisives à venir entre le capital et le travail» mais c'était pour ajouter aussitôt que la faute des bolcheviks était d'avoir «anéanti la démocratie que le peuple russe avait conquise» en faisant de ces «organisations d'une seule classe» une organisation d'Etat. Lénine, après avoir cité ce passage, répondait sarcastiquement:

«Les "batailles décisives entre le capital et le travail" ne décident-elles pas la question de savoir laquelle de ces deux classes s'emparera du pouvoir d'Etat? "Pas du tout! Jamais de la vie [répond Kautsky], dans les batailles décisives, les associations qui englobent tous les ouvriers salariés ne doivent pas devenir une organisation d'Etat".

«Et qu'est-ce que l'Etat? L'Etat n'est autre chose qu'une machine d'oppression d'une classe par une autre. Ainsi la classe ouvrière [selon Kautsky] doit aspirer aux batailles décisives entre le capital et le travail mais elle ne doit pas toucher à la machine dont le capital se sert pour opprimer le travail! Elle ne doit pas briser cette machine! Elle ne doit pas mettre en oeuvre son organisation universelle pour écraser les exploités!» (3).

PARTI UNIQUE ET DICTATURE DE CLASSE

Les notions de parti et de dictature de classe sont donc au centre de la doctrine marxiste, comme le *Manifeste du Parti Communiste* l'avait énoncé dès 1848, en définissant les deux moments du processus révolutionnaire qui doit aboutir à la disparition du capitalisme: la **constitution du prolétariat en classe, donc en parti**; et sa **constitution en classe dominante**. La classe prolétarienne n'est pas une simple catégorie sociologique au côté des autres qui composent la société bourgeoise, une fraction particulière des 99% dont le revenu stagne plus ou moins par rapport aux 1% de super-riches dont la fortune s'accroît sans cesse; elle est la **classe** dont l'exploitation nourrit, à des degrés divers, toutes les autres - et pas seulement une poignée de milliardaires; et pour cette raison elle est la seule classe **révolutionnaire**, la seule classe dont les intérêts historiques et généraux sont la destruction du capitalisme et l'établissement d'une société sans exploitation, et non une quelconque **réforme** ayant pour but de mieux répartir parmi les diverses couches bourgeoises les bénéfices de l'exploitation des prolétaires.

Mais le prolétariat ne devient une classe dans le plein sens marxiste du terme (une classe *pour soi* et non *pour le capital*, comme l'écrit le *Manifeste*) que lorsqu'il entre en lutte pour ses intérêts historiques généraux, lorsqu'il réussit à dépasser les limites de catégorie, de corporation, d'entreprise, de région, de nation, de sexe, de race, d'âge, etc., dans lesquelles l'enferme l'organisation de la société capitaliste. Tant que le mouvement social et politique tendant objectivement au renversement du capitalisme et à son remplacement par une société nouvelle n'existe pas, ou qu'il n'a pas encore une puissance suffisante, la masse des exploités n'est encore une classe qu'au sens sociologique, bourgeois, du terme: les individus qui la composent vivent pour eux-mêmes, sans parvenir, sinon en de rares occasions, à surmonter «la lutte de tous contre tous» qui caractérise selon Marx le capitalisme.

Le mouvement spontané engendré par l'aggravation aiguë des contradictions capitalistes n'est en effet pas suffisant, pour devenir une force indépendante consciente de ses intérêts historiques généraux et luttant pour eux - une classe au sens marxiste du terme - la classe prolétarienne a besoin d'

«un organisme qui l'anime, la cimente, la précède, en un mot l'encadre»: cet organisme vital est le parti. «La classe présuppose le parti parce que pour être et agir dans l'histoire, la classe doit posséder une doctrine critique et trouver dans celle-ci le but à atteindre» (4).

Si le prolétariat ne se constitue en classe qu'en se constituant en parti, il ne peut se constituer en classe dominante - c'est-à-dire en instaurant sa dictature, son Etat, tout Etat étant la dictature d'une classe sur les autres - que si son parti **dirige** cette dictature, cet Etat. Au cours de la lutte acharnée qui conduit à l'insurrection, à la destruction de l'Etat bourgeois et à l'instauration du pouvoir prolétarien, le parti de classe joue un rôle décisif, en tant qu'état-major de la révolution. Mais la prise du pouvoir n'est elle-même que le prélude d'une révolution sociale d'une ampleur sans précédent; la lutte ne s'arrête pas, elle continue avec les armes du pouvoir. Pour vaincre les résistances de toutes sortes que cessera d'autant moins de lui opposer le vieux monde qu'il n'aura pas été vaincu simultanément sur toute la planète, la classe ouvrière aura toujours besoin de son organe d'unification, de conscience et de direction qui est le parti de classe.

L'histoire a démontré ce manière irréfutable que dans la période révolutionnaire et après la prise du pouvoir, tous les autres partis, y compris ceux qui se disent révolutionnaires et ouvriers mais qui sont en réalité les représentants de classes ou de secteurs peut-être opprimés, mais non prolétaires, se rangent infailliblement du côté de la contre-révolution. Lénine répliquait en 1919 à ceux qui préconisaient un gouvernement de tous les partis «socialistes»: «Lorsqu'on nous reproche la dictature d'un seul parti et qu'on nous propose comme vous l'avez entendu, un front unique socialiste, nous disons: "Dictature d'un seul parti, oui! Telle est notre position, et nous ne pouvons quitter ce terrain, parce que c'est le parti qui, au cours de dizaines d'années, a conquis la place d'avant-garde de l'ensemble du prolétariat industriel des fabriques et des usines (...)". Lorsqu'on nous propose le front socialiste unique, nous disons: ceux qui le proposent, ce sont les partis menchevik et socialiste-révolutionnaire qui, dans la révolution ont penché du côté de la bourgeoisie» (5).

Presqu'un siècle s'est écoulé depuis sans que rien n'ait infirmé cet enseigne-

ment historique.

Si en Russie la contre-révolution n'a pas renversé formellement le parti communiste, c'est parce qu'elle avait réussi à le dénaturer complètement et à le transformer en agent du capitalisme d'Etat naissant dont il avait tenté de contrôler la croissance (à cause de l'impossibilité matérielle de dépasser le capitalisme en l'absence de révolution en Occident). Le stalinisme put ainsi faire croire que la construction du capitalisme était une «construction du socialisme», et que sa féroce dictature était dans la continuité de la dictature du prolétariat alors même que les communistes et les prolétaires en général en étaient les premières victimes!

Par la suite les staliniens et leurs descendants reprurent entièrement à leur compte l'idéologie et les principes démocratiques, qui ont été et sont depuis toujours dénoncés et combattus par le marxisme. Dans ses «Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat», Lénine rappelait ainsi:

«L'histoire enseigne qu'aucune classe opprimée n'a jamais accédé au pouvoir et ne pouvait y accéder sans passer par une période de dictature, c'est-à-dire conquérir le pouvoir politique et briser par la violence la résistance la plus acharnée, la plus furieuse, qui ne recule devant aucun crime et que les exploités ont toujours opposée.

(...) En expliquant le caractère de classe de la civilisation bourgeoise, de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme bourgeois, tous les socialistes ont exprimé cette idée, formulée de la manière la plus scientifique par Marx et Engels, à savoir que la république bourgeoise la plus démocratique n'est rien d'autre qu'un appareil permettant à la bourgeoisie de réprimer la classe ouvrière, permettant à une poignée de capitalistes d'écraser les masses laborieuses.

(...) Dans la société capitaliste, dès que la lutte de classe qui en est le fondement s'atténue d'une manière un tant soit peu sérieuse, il ne peut y avoir aucun moyen terme entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat. Tout rêve d'on ne sait quelle troisième voie est une lamentation réactionnaire de petits-bourgeois» (6).

Aujourd'hui très rares sont ceux qui ont la force de critiquer le mensonge démocratique et de défendre les positions marxistes. Mais ce sont les contradictions de plus en plus violentes, les crises de plus en plus

profondes du capitalisme qui dissiperont inévitablement les illusions sur la démocratie et l'union de 99% de la population, en poussant les prolétaires à la lutte.

Alors le **spectre du communisme** recommencera à hanter le monde, alors réapparaîtra avec une force impérieuse le besoin du **parti unique de la révolution sociale et de la dictature du prolétariat!**

(1) K. Marx, «Critique du programme de Gotha».

(2) cf *Lettre à Weydemeyer*, 5/3/1852.

(3) Lénine, «La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky».

(4) Bordiga, «Parti et Classe».

(5) cf «Discours au premier congrès des travailleurs de l'enseignement», 31/7/1919.

(6) cf «Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne», 1919, rédigées pour le premier congrès de l'Internationale Communiste.

« Il Comunista » Nr. 122 - Ottobre 2011 Nell'interno

- La febbre borsistica e finanziaria, segno della ricaduta dell'economia mondiale
- Libia: eliminato Gheddafi, le potenze imperialistiche si contenteranno per dividersi il bottino petrolifero e per ampliare le proprie zone d'influenza in Medio Oriente
- Sulla manifestazione del 15 ottobre a Roma
- La "primavera araba" è finita... La via d'uscita è solo nella lotta proletaria di classe!
- A Londra, la rivolta scoppiata ...
- Sulla situazione della classe operaia rispetto alla crisi capitalista e alla riconquista del terreno della lotta di classe (RG, luglio 2011)
- Immigrati in rivolta a Lampedusa ...
- Sacrifici ancora più duri per i proletari ...
- Movimento degli "indignati" ...
- Sulla strage di Oslo e di Utøya ...
- Per rivendicazioni di classe sostenute con mezzi di lotta classista (Napoli)
- Ennesimo infortunio mortale a Marghera
- Cina: morti e feriti del capitalismo ad alta velocità

Periodico bimestrale. Precio del ejemplar: 1,5 €; £ 1; 5FS; Suscripción: 8 €; £ 6; 25 FS; Suscripción de solidaridad: 16 €; £ 12; 50 FS.

Portugal: le prolétariat écrasé entre la crise capitaliste et l'action complice de l'opportunisme politique et syndical

La crise capitaliste qui ravage le monde a dans tous les pays des conséquences très graves pour les prolétaires qui voient leurs conditions d'existence se détériorer rapidement selon les exigences de la bourgeoisie et de ses affaires qui requièrent plus que jamais la main d'oeuvre la moins chère possible, jusqu'à s'approcher du niveau de la simple survie. Ainsi non seulement les baisses de salaire qui se généralisent dans les entreprises des divers secteurs, mais aussi les licenciements massifs, les coupures dans les services sociaux les plus élémentaires, l'augmentation du prix des services de base (eau; électricité, etc.), l'augmentation des impôts forment partout un sinistre tableau. Mais là où les conditions de vie antérieures n'étaient déjà pas très bonnes, ou franchement mauvaises par rapport aux pays voisins, la situation devient de plus en plus terrible pour les prolétaires à mesure que le temps passe et que les exigences de la bourgeoisie nationale et internationales deviennent de plus en plus dures et difficile à réaliser.

C'est le cas du Portugal, une des économies les plus précaires de la zone euro qui historiquement a toujours été à la traîne des puissances impérialistes de la région et qui est resté relativement à la marge du fort processus de développement économique

manifeste partout dans le monde, mais surtout, à partir de 1996, dans les pays où traditionnellement il avait été faible. Le pays a été fortement touché par la crise actuelle comme le démontrent sans appel les indicateurs macroéconomiques. L'économie portugaise diminuera de 1,3% en 2011 (alors que le niveau du PNB était déjà très bas après 2 années de crise) et l'on prévoit officiellement qu'elle diminuera encore de 0,6% en 2012 (la chute sera sans aucun doute plus importante). Selon les prévisions de la Banque du Portugal elle-même, l'inflation pour cette année sera de 2,8% contre 1,4% l'année dernière. La crise frappe durement un pays dont la

structure productive est marquée par une forte prédominance du secteur des services, concentré essentiellement à Lisbonne et dans l'île de Madère, alors que le reste du pays vit d'une production agricole déclinante et d'un secteur industriel chétif.

Mais au delà des indicateurs macroéconomiques avec lesquels la bourgeoisie entend démontrer la nécessité de sévères sacrifices pour soutenir l'économie nationale, les statistiques montrent aussi comment le prolétariat portugais est affecté par la crise: le taux de chômage qui en 2008, à la veille de

(Suite en page 8)



Portugal: le prolétariat écrasé entre la crise capitaliste et l'action complice de l'opportunisme politique et syndical

(Suite de la page 7)

l'éclatement de celle-ci, atteignant les 8% de la population active (qui tourne autour de 5,5 millions de travailleurs) a fortement augmenté pour dépasser les 13% (sans compter que le taux d'activité a légèrement diminué). Pour ce qui est des mesures gouvernementales pour ranimer l'économie, c'est-à-dire de l'offensive anti-ouvrière qui se développe là-bas comme partout, les plus importantes ont été sans doute celles qui concernent la durée légale de la journée de travail qui pourra être augmentée d'une demi-heure (ce qui s'ajoute à l'augmentation du nombre de jours de travail par an), la suppression des primes dans la Fonction Publique, l'augmentation des impôts indirects, à commencer par la TVA.

Devant une situation qui impose objectivement à la classe ouvrière de lutter pour se défendre, le principal syndicat, la CGTP, a appelé à une grève générale pour le 25 novembre, la deuxième en 15 ans (la première ayant eu lieu il y a à peine quelques mois). Mais de la même façon que ses confrères syndicaux des pays voisins qui appartiennent comme elle à cette funeste famille unie par les liens de la trahison de la classe ouvrière, la CGTP a fait la démonstration, que sous la direction du syndicalisme opportuniste et jaune, les grèves ne sont pas un moyen de lutte prolétarienne, mais une simple soupape de sûreté pour éviter que les prolétaires se lancent dans la lutte de classe. Une grève générale limitée à une seule journée et avec un préavis d'un mois (suffisant pour que la bourgeoisie s'y prépare et fasse en sorte que cela ne gêne pas la marche des affaires), et qui a comme seul objectif la négociation des mesures d'austérité prises par le gouvernement, ne peut en effet avoir d'autre but réel que de faire retomber la pression prolétarienne accumulée depuis longtemps afin qu'elle ne mette pas en péril la paix sociale.

C'est cette pression qui s'est concrétisée tout au long de la journée par des manifestations de colère prolétarienne qui ont menacé de troubler le «droit démocratique à la protestation» avec lequel la CGTP entendait anéantir la lutte prolétarienne: les piquets dans le secteur du ramassage des ordures qui se sont affrontés à la police pour imposer la grève, les attaques nocturnes contre des sièges de

banques, et surtout les affrontements avec la police à la fin des manifestations convoquées par les syndicats et le «mouvement des indignés» (il faut signaler que ces affrontements sont particulièrement significatifs dans un pays qui est réputé pour être parmi les plus pacifiques depuis la «révolution des œillets» des années soixante-dix), tout cela montre la montée de la colère ouvrière provoquée par la dégradation continue des conditions de vie et de travail: le prolétariat est inévitablement poussé à l'affrontement direct avec ses ennemis, en dépit des efforts du syndicalisme collaborationniste pour lui barrer la voie de la lutte. La CGTP n'hésite pas à attaquer les prolétaires qui instinctivement tendent à aller dans cette direction, comme elle l'a fait en dénonçant les prolétaires qui s'étaient affrontés avec la police, sous le prétexte qu'il faut être pacifique et ordonné pour pouvoir négocier avec la bourgeoisie.

Sur le terrain politique, les forces de l'opportunisme ont joué également leur rôle. Les principaux partis «ouvriers» présents au parlement s'efforcent de détourner la tension sociale naissante vers des objectifs entièrement assimilables par le jeu démocratique national.

C'est ainsi que le Bloc de Gauche, un rassemblement de petits groupes réunis pour des raisons électorales, affirme dans la résolution de son Assemblée Nationale consécutive aux élections du 5 juin dernier que «faire face au chantage à la faillite sur les salaires et les retraites n'est possible qu'en s'engageant de façon résolue dans une politique d'audit et de renégociation de la dette»; autrement dit que la lutte des prolétaires portugais doit avoir pour objectif d'arriver à un compromis avec la dite «troïka» (le groupe d'experts chargés de gérer l'intervention au Portugal au nom du FMI, de la BCE et de l'Union Européenne) afin de diminuer le poids de la dette publique (c'est-à-dire de la dette nationale) et cela grâce à une politique consistant à faire pression sur le Parti Socialiste pour s'opposer à son alignement sur la droite au gouvernement; ce qui signifie grâce à l'action parlementaire commune avec le parti qui lorsqu'il était au gouvernement a approuvé l'intervention européenne. L'action parlementaire est le terrain privilégié de l'opportunisme qui cher-

che de cette façon à enchaîner le prolétariat aux règles du jeu démocratique utilisé par la bourgeoisie pour faire passer, non pas automatiquement, mais volontairement, **démocratiquement**, les mesures antiouvrières pour sortir le pays de la crise.

De son côté, le Parti Communiste Portugais dans un document du 20 novembre 2011 où il prétend cyniquement commémorer la naissance de l'Internationale Communiste et sa propre naissance prolétarienne et révolutionnaire, multiplie les déclarations d'intentions qui démontrent une fois de plus qu'il est l'allié parfait de la bourgeoisie au sein des masses prolétariennes pour maintenir l'ordre social et détourner le mécontentement vers le nationalisme et le compromis: «Il existe des solutions alternatives. Avec une **politique patriotique** (souligné par nous) qui ait comme objectifs le développement économique, la hausse des conditions de vie des travailleurs et des couches populaires, la défense et la promotion de l'intérêt public et des droits citoyens, l'appui effectif aux microentreprises, aux petites et moyennes entreprises et la défense et l'affirmation de la souveraineté, un Portugal juste, souverain et avec un futur» (Un nouveau chemin d'espoir est-il possible pour le Portugal?, intervention de Jeronimo Sousa, secrétaire général du PCP).

Cela signifie simplement, selon le PCP, que le prolétariat portugais n'a pas d'autre solution que de défendre la patrie contre l'intervention étrangère en commun avec la bourgeoisie nationale, renonçant à ses intérêts indépendants de classe (et bien sûr à ses méthodes et moyens de lutte classiste: pas une seule fois dans le texte on ne trouve le mot grève, piquets, etc.) dans l'espoir que son sacrifice ranime la production nationale, que sa mise au pilori rassasie la faim dévorante de plus-value du capital portugais.

S'il veut défendre avec succès ses intérêts de classe face au nationalisme et à la politique de collaboration entre les classes, le prolétariat portugais, comme ses frères européens à commencer par ses voisins espagnols, n'a pas d'autre solution que de rompre avec la direction opportuniste des syndicats jaunes qui mènent la lutte sur la voie de la défaite préméditée, et d'imposer ses armes de classe qui sont les seules efficaces: la grève sans préavis, les piquets

pour arrêter la production, la défense des manifestations contre les agressions de la police, etc.

Mais il lui faudra aller plus loin, mettre sur pied des organisations classistes, indépendantes des intérêts de la bourgeoisie nationale et internationale, garantissant la continuité dans le temps de sa lutte de résistance et la solidarité des prolétaires de tous les secteurs productifs, employés ou chômeurs, immigrants ou indigènes, hommes et femmes, jeunes et vieux; organisations que possédaient au début du vingtième siècle le fier prolétariat portugais et dont les éléments les plus conséquents formèrent le Parti Communiste du Portugal, section de l'Internationale Communiste, et son journal *Avante!* où furent publiées les grandes pages de la lutte des classes de la péninsule.

Ce parti communiste, international et internationaliste, qui devra réapparaître comme l'expression suprême de la cohérence de la lutte de classe prolétarienne dans le programme, la politique et la tactique révolutionnaires, luttant pour l'abolition du monde du travail salarié et de la propriété privée, pour la révolution communiste mondiale, la dictature du prolétariat et la transformation socialiste de la société.

Pour la reprise de la lutte de classe prolétarienne au Portugal, en Europe et sur toute la planète!

Pour la défense intransigeante des intérêts de classe du prolétariat!

Pour la lutte avec les moyens et les méthodes de classe, indépendants des intérêts de l'économie nationale!

Pour le Parti communiste mondial!

21/11/2011

Notre site Internet :
www.pcint.org

Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE

4e liste 2011

Aix: 50,00 / François: 4,00 / Franck: 22,50 / Jacques: 27,00 / Paris: 900,00 / V., pour la presse: 20,00 / Raymond: 100,00 / Victor: 50,00 / Thionville: 26,00

Total liste: 1199,50
Total général: 5410,30

Points de contact:

Aix-en-Provence, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France :
NOUVELLE ADRESSE:
Programme, B.P. 57428
69347 Lyon Cedex 07

Pour la Suisse : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.
Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «proletaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**

Massacre de prolétaires au Kazakhstan

Le vendredi 15 décembre la police tirait sur une manifestation d'ouvriers en grève dans la ville de Janaozen (une ville de 90000 habitants dans l'ouest du pays) où devaient avoir lieu les cérémonies marquant le vingtième anniversaire de l'indépendance du Kazakhstan.

Les grévistes ont détruit les décorations, incendié divers bâtiments officiels après qu'un véhicule de police soit rentré dans la foule. La police a utilisé des armes automatiques contre les manifestants, faisant 14 morts; le lendemain une nouvelle attaque de la police contre des manifestants bloquant la gare en protestation contre la répression, faisait 1 mort. Il s'agit là des chiffres officiels; selon des sources indépendantes, il y aurait eu en réalité plus de 70 morts et 800 blessés: un véritable massacre!

Après ces troubles, toutes les communications avec l'extérieur ont été coupées, des centaines de soldats et des blindés ont été envoyés sur place et le gouvernement a décrété l'état d'urgence jusqu'au 5 janvier: couvre-feu, interdiction des rassemblements et des grèves.

Depuis le début de l'année les ouvriers du pétrole cherchent à remplacer en tant que leur représentant les dirigeants du syndicat

officiel qui font le jeu des patrons. La direction a répondu par la répression: passage à tabac de militants ouvriers, assassinat d'un «meneur».

Au mois de mai la grève a été déclenchée dans la région, à Janaozen et Aktau; les grévistes revendiquent des hausses de salaire, une augmentation des mesures de sécurité et le droit de créer un syndicat indépendant (1); en juin 18000 ouvriers au total s'étaient joints à la lutte et plusieurs manifestations ont regroupé des milliers de personnes à Janaozen.

Réponse des bourgeois: la grève a été déclarée illégale, et les patrons ont licencié près de mille travailleurs; l'avocat engagé par les grévistes a été condamné à 6 ans de prison pour «incitation à la discorde sociale», des journalistes à la recherche d'informations sur la grève ont été battus par la police, etc. Selon le procureur local, ce seraient les ouvriers licenciés qui auraient été responsables des troubles du 15 décembre, tandis que le gouvernement accuse des «hooligans» payés par l'étranger...

Le Kazakhstan est un pays grand comme plus de trois fois la France; peu peuplé (15 millions d'habitants), il est riche en pétrole et uranium. Cela a attiré, entre autres, les vautours de l'impérialisme français; à l'issue d'un voyage officiel de Sarkozy, une «partenariat stratégique» a été signé avec le Kazakhstan. Les relations économiques entre les deux pays sont encore faibles, les principaux partenaires du Kazakhstan étant la Russie et la Chine, mais les Français prévoient de les doubler rapidement.

D'ores et déjà, Total est très impliqué dans un gigantesque projet pétrolier, Areva a jeté les bases d'investissements dans l'uranium pour que le pays devienne le premier fournisseur de la France, etc.

L'impérialisme français est donc directement intéressé à l'exploitation des travailleurs Kazakhs: les traités d'amitié signés par les Etats sont toujours mis en pratique dans le sang des prolétaires. A ces maudites unions capitalistes devra répondre demain l'union internationale des prolétaires pour en finir avec le capitalisme et ses crimes!

(1) *Le Monde*, 20/12/2011

